REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – un But – Une Foi

REGION DE ZIGUINCHOR	DEPARTEMENT DE BIGNONA

PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL (PDC) DE KATABA 1

Version finale

JUIN 2018

Table des Matières

SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS 4
INTRODUCTION 6
I.APPROCHE METHODOLOGIQUE 8
1.1.Atelier de lancement du processus 9
1.2.Pré – diagnostic 9
1.3.Atelier de Diagnostic 10
1.4.Restitution du Diagnostic 10
1.5.Les principales difficultés rencontrées dans la conduite du processus 11
II. PRESENTATION DE LA COMMUNE DE KATABA1 12
2.1. Profil historique de la Commune 12
2.2. Situation géographique 12
2.3. Milieu physique 12
2.3.1. Le bilan de l'occupation des Sols 13
2.3.2 Traits climatiques 14
2.4. Le Milieu Humain 16
2.4.1 Structure de la population 16
2.4.2. Mouvement de la population 17
III. BILAN DIAGNOSTIC 19
3.1 ANALYSE PAR SECTEUR 19
3.1.1 Secteurs productifs 19
3.1.1.1 Agriculture 19
3.1.1.2. Élevage 21
3.1.1.3. Agroforesterie 23
3.1.1.4. Pêche 24
3.1.1.5. Artisanat 25
3.1.1.7. Industries 27
3.1.1.8. Mines 28
3.1.2. Secteurs d'Appui à la Production 29
3.1.2.1. Commerce 29
3.1.2.2. Transports 30
3.1.2.3. Communications et Télécommunications 31
3.1.2.4. Énergies 32
3.1.2.5. Institutions financières 34
3.1.3. Secteurs Sociaux de Base 35
3.1.3.1. Éducation/Formation 35
3.1.3.2. Santé et Action sociale 39
3.1.3.3. Sport, Jeunesse, culture et loisirs 41
3.1.3.4. Hydraulique 42
3.1.3.5. Assainissement 43
3.1.3.6. Urbanisation, Habitat et Cadre de Vie 45
3.1.4. Coopération Décentralisée 46
3.1.5. Paix et Cohésion Sociale 46
3.1.6.1. Les groupements de promotion féminine (GPF) 48
3.1.6.2. Les Groupements d'Intérêt Economique (GIE) 48
3.1.6.4. Les Associations Sportives et Culturelles (ASC) 50
3.1.6.5. Autres associations de développement communautaire 51
3.1.7. Gouvernance Locale 54
3.1.7.1. Diagnostic institutionnel 54
*3.1.7.*1.1. Le Conseil Municipal 54
*3.1.7.*1.2. Les services Techniques Communaux 54
*3.1.7.*1.3. Le cadre de Concertation 55
IV- PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT 56
4.1. Vision de développement de la Commune de Kataba1 56
4.1.1. Objectif global et Orientations stratégiques de Développement de la Commune de Kataba1 56
4.1.2. LE PLAN D'ACTIONS PRIORITAIRES 2018-2023 DE LA COMMUNE DE KATABA1 57
4.1.2.1. LE PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL 2018 DE LA COMMUNE DE KATABA 1 82
4.1.2.2. PLAN TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018-2020 DE LACOMMUNE DE KATABA 1 88
4.2. Stratégie de mise en œuvre du PDC 98
4.2.1. Principes directeurs de la mise en œuvre 98
4.2.2. Dispositif institutionnel de pilotage 99
4.2.2.1. Arrangements institutionnels de mise en œuvre 99
4.2.2.2. Rôles et responsabilités des acteurs 100
4.2.3. Instruments de mise en œuvre 102
4.2.3.1. Le Plan Annuel d'Investissement 102
4.2.3.2. Le cadre de Suivi Évaluation 102
4.2.3.3. Le cadre de mesure des rendements du PDC 102
4.2.3.4. La méthode de gestion de l'information 102
4.2.3.5. Le Rapport de performance de la mise en œuvre du PDC 102
4.2.3.6. Les instruments sectoriels de mise en œuvre 102

4.2.4. Le Financement du PDC..... 103
4.2.4.1. Évaluation des coûts..... 103
4.2.4.2. Les Sources de financement..... 103
5. Annexes..... 104

SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

AGP : Association des Groupement des Pêcheurs
AJAC : Association des Jeunes Agriculteurs de Casamance
AMA: Agence des Musulmans d'Afrique
ANCAR: Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
ANEJ : Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes
ANRAC : Agence Nationale pour la Reconstruction de la Casamance
APE : Association des Parents d'Élèves
APROSEN: Agence pour la Propreté du Sénégal
ARD : Agence Régionale de Développement
ARSD : Agence Régionale de la Statistique et de la Démographie
ART GOLD : Programme d'Appui aux Réseaux Territoriaux et thématiques pour une Gouvernance Locale de Développement
ASC : Association Sportive et Culturelle
ASER : Agence Sénégalaise d'Électrification Rurale
BCEAO : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BHS : Banque de l'Habitat du Sénégal
CADL : Centre d'Appui au Développement Local
CAPE : Cellule d'Appui à la Promotion des Jeunes
CBAO : Compagnie Bancaire de l'Afrique de l'Ouest
CCA : Centre Conseil pour Adolescent
CDEPS : Centre Départemental d'Éducation Populaire et Sportive
CEDEAO : Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEM : Collège d'Enseignement Moyen
CFA : Communauté Financière d'Afrique
CL : Collectivités Locales
CLCOP : Comité Local de Concertation des Organisations de Producteurs
CNAMS : Centre National d'Action Antimines
CNCAS : Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal
CPR : Centre Régional de Planification
CR : Communauté Rurale
CRZ : Conseil Régional de Ziguinchor
CTP : Comité Technique de Pilotage
CTR : Comité Technique Restreint
DERBAC : Développement Rural en Basse Casamance
DIPE : Développement Intégré de la Petite Enfance
DIREL : Direction de l'Élevage
DLD : Document des Lignes Directrices
DRDR : Direction Régionale du Développement Rural
EFI : École de Formation des Instituteurs
ENDA : Environnement et Développement en Afrique
FAFS : Fédération des Associations Féminines du Sénégal
FNPJ : Fonds National pour la Promotion de la Jeunesse
GIC : Groupement d'Intérêt Communautaire
GIE : Groupement d'Intérêt Économique
GOANA : Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance
GTD : Groupe de Travail Départemental
GTR : Groupe de Travail Régional
HI : Handicap International
IA : Inspection d'Académie
IDEN : Inspection Départementale de l'Éducation Nationale
IDSV : Inspection Départementale des Services Vétérinaires
IEC : Information Éducation Communication
IREF : Inspection régionale des Eaux et Forêts
IRPA : Inspection Régionale de la Protection Animale
LD : Lignes Directrices
MFDC : Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance
MUPROEL : Mutuelle des Professionnels de l'Élevage
MUPROP : Mutuelle des Professionnels de la Pêche
N.D : Non Disponible
OCB : Organisation Communautaire de Base
ONG : Organisation Non Gouvernementale
PADERCA : Projet d'Appui au Développement Rural en Casamance
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PDMAS : Programme de Développement des Marches Agricoles du Sénégal
PDU : Plan Directeur d'Urbanisme

PEPAM/USAID : Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire appuyé par l'Agence Américaine pour le Développement International
PIADESPC : Programme Intégré d'Appui au Développement Économique et Social
PIC : Plan Investissement Communal
PLAN REVA : Plan Retour Vers l'Agriculture
PLD : Plan Local de Développement
PME : Petite et Moyenne Entreprise
PMI : Petite et Moyenne Industrie
PMIA : Projet de Modernisation et d'Intensification Agricole
PNDL : Programme National de Développement Local
PRDI : Plan Régional de Développement Intégré
PROCAS : Programme Casamance
PROGES : Projet de Gestion des Eaux du Sud
PTF : Partenaires Techniques et Financiers
SDE : Sénégalaise des Eaux
SENELEC : Sénégalaise de l'Électricité
SGBS : Société Générale de Banques au Sénégal
SIL : Société Internationale de Linguistique
SODIZI : Société de Domaine Industriel de Ziguinchor
SONACOS : Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux du Sénégal
SONATEL : Société Nationale des Télécommunications
SONES : Société Nationale des Eaux du Sénégal
SRP : Service Régional de la Planification
SRPS : Service Régional de la Prévision et de la Statistique
STD : Services Techniques Déconcentrés
TBS : Taux Brut de Scolarisation
UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USAID : Agence des Etats-Unis pour le Développement International

INTRODUCTION

Dès son accession à la souveraineté internationale, le Sénégal a opté pour une politique de décentralisation prudente, progressive et irréversible. Cette option s'est confirmée au cours des différentes phases qui ont marquées cette politique.

En effet, la décentralisation s'affirme déjà dès le début de l'indépendance en 1960, le nombre de Communes passe progressivement à 37 puis à 48, tandis que les Communes à statut spécial (les « communes mixtes ») disparaissent. Par ailleurs, la loi 72-25 du 25-04-1972 institue les « Communautés Rurales » (CR) dans le but de rapprocher d'avantage l'Administration des citoyens et de créer de véritables centres de développement. Leur administration est cependant confiée aux Sous-préfets. Enfin, une Communauté Urbaine (CU) de Dakar est créée en 1983 et sera dissoute en 2001. La décentralisation se poursuit avec des réformes successives jusqu'au tournant décisif de 1996, marqué par la création de 12 nouvelles Communes et, surtout, par l'adoption de plusieurs textes importants, dont la loi 96-06 du 22 mars 996 portant Code des Collectivités Locales et la loi 96-07 du 22 mars 1996 relative au transfert de compétences aux Collectivités Locales. La Constitution de 2001 consacre les avancées de 1996 en renforçant leur base constitutionnelle. Elle stipule notamment (titre XI, art. 102) que les Collectivités Locales « constituent le cadre institutionnel de la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques », « qu'elles s'administrent librement par des assemblées élues » et que « leur organisation, leur composition, leur fonctionnement sont déterminés par la loi ».

Cependant, malgré les progrès et acquis enregistrés, beaucoup de faiblesses et de contraintes pèsent encore sur la mise en œuvre de la politique de décentralisation, celle-ci se heurtant en effet à beaucoup de limites.

Le contexte et la faiblesse des politiques et stratégies de développement appliquées jusque-là, nécessitent, en conséquence, d'initier des alternatives susceptibles de corriger les déficiences et de produire simultanément des progrès significatifs à l'échelle nationale et un développement local harmonieux. Dans cette perspective, l'option est prise de construire, dans le cadre d'un dialogue consensuel et prospectif, le renouveau de la modernisation de l'État, à travers une décentralisation cohérente dans ses principes, et performante dans sa mise en œuvre. Ainsi, le Gouvernement envisage-t-il la refondation majeure de l'action territoriale de l'État, à travers le projet de réforme de la décentralisation. L'objectif général, visé par cette réforme, intitulée « l'Acte III de la Décentralisation », est « d'organiser le Sénégal en territoires viables, compétitifs et porteurs de développement durable ». Cette réforme plonge ses racines dans une véritable politique d'aménagement du territoire et oriente la concrétisation des aspirations et des espoirs des acteurs territoriaux, en vue de bâtir un projet de territoire. Elle offre l'espace adéquat pour construire les bases de la territorialisation des politiques publiques.

L'actuelle Plan Sénégal Émergent met en évidence la volonté de la Commune de dérouler un plan d'actions lui permettant d'apporter sa contribution à l'atteinte des objectifs du PSE.

- Quelques étapes majeures de la décentralisation au Sénégal.

1972	**Loi 72-02 du 1er février 1972 relative à l'organisation de l'administration territoriale.**
	Loi 72-59 du 12 juin 1972 instituant une taxe rurale
1988	Arrêté 12248 du 15 octobre fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Fonds d'équipement des collectivités locales, un compte d'affectation spéciale
1996	Loi 96-06 du 22 mars portant Code des collectivités locales.
	Loi 96-07 du 22 mars portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales.
2002	Loi 2002-02 du 15 février instituant pour la Région les fonctions d'impulsion, de programmation et de coordination du développement local modifiant ainsi la loi 72-02 du 1er février 1972 relative à l'organisation de l'administration territoriale.
2008	Loi 2008-14 du 18 mars modifiant la loi 72-02 du 1er février 1972 portant Organisation de l'Administration territoriale (création de trois nouvelles régions).
2013	Loi n° 2013-10 du 28 décembre portant Code Général des Collectivités Locales modifiant la loi 72-02 du 1er février 1972 portant Organisation de l'Administration territoriale (suppression de la communauté rurale et communalisation intégrale)

APPROCHE METHODOLOGIQUE

La Commune de Kataba 1, sur financement du PNLD et à travers l'Agence Régionale de Développement de Ziguinchor, a entrepris l'élaboration de son Plan de Développement Communal en adoptant une démarche participative qui repose sur les principes suivants :

- une réelle maîtrise locale : il est désormais clair que pour la conception et la mise en œuvre d'un programme local de développement, la maîtrise d'ouvrage doit être assurée par les populations concernées ;
- la responsabilité : elle doit être déterminée pour chaque intervenant. Ce principe renforce la transparence et la bonne gestion du processus ;
- la concertation afin que tous les acteurs soient associés à l'analyse des problèmes, à la définition des priorités, à la détermination des modalités d'exécution ;
- la représentation de toutes les catégories sociales de la population notamment des minorités et le genre, pour l'équité de l'exercice ;
- la promotion des capacités locales, dans le cadre de l'animation spatiale pour rendre les populations locales aptes à identifier les contraintes, à mettre en œuvre des solutions dimensionnées à leurs capacités. De même, les animateurs relais issus du milieu et ayant un itinéraire adéquat avec un encrage social avéré, sont mieux indiqués pour la production des données et l'interprétation des réalités socio – économiques de leur environnement.

A partir des principes ci- dessus résumés la démarche méthodologique a nécessité les étapes suivantes :

I.1. Atelier de lancement du processus

Le processus d'élaboration du PDC a officiellement démarré par un atelier de lancement tenu le 13 Avril 2017 à la Mairie de Kataba 1 sous la présidence du Maire et avec la participation des représentants des différents acteurs de la Commune.

Cette activité a consisté à informer les populations, les services techniques et les partenaires à la base, sur les objectifs, l' approche et les enjeux de la planification. Elle fut par ailleurs l'occasion de présenter une note d'orientation, méthodologique du processus d'élaboration du PDC. Cette rencontre de lancement a été un moment riche en échanges entre les acteurs locaux, les services techniques déconcentréss, les représentants de l'ARD et l'équipe de facilitateurs du processus.

I.2. Pré – diagnostic

C'est une étape de collecte de données secondaires sur la Commune. Le pré – diagnostic a permis aux facilitateurs de mieux connaître la Commune à travers la revue documentaire et de mieux définir les objectifs de sa mission, avant de démarrer le travail de diagnostic participatif en atelier.

- **La nature des informations collectées**

Les informations collectées portent sur la situation socio-économique et environnementale de la Commune de Kataba 1. Ainsi, cette étape a permis de réactualiser les données dans le but d'établir un profil socio-économique et environnemental de la Commune.

- **Les sources d'informations**

Les sources d'information consultées sont variées. Elles sont constituées entre autres de l'ancien plan local de développement et des plans sectoriels, ainsi que du Schéma Départemental d'Aménagement et de Développement Territorial de Bignona. En plus de ces documents de planification, d'autres documents ont été recueillis. Il s'agit de différents rapports des services déconcentrés de l'État (Service de la statistique, IDEN de Bignona, Région Médicale, Service des Pêches etc.) et les structures d'appui au développement.

Ces données ont été complétées par des enquêtes de terrain qui ont servi à l'établissement de la situation de référence de la Commune.

Choix et formation des animateurs

Après le lancement du processus, un choix d'animateurs relais a été opéré sur les cinq (5) zones de la Commune avec l'aide des autorités municipales. Dès lors, une mise à niveau de ces derniers sur les techniques d'animation selon une approche participative s'imposait. Ainsi, un atelier d'échanges d'une journée a été organisé à Kataba 1 pour ces animateurs relais de la Commune. L'objectif étant d'arriver à une compréhension commune de la méthodologie adoptée et des outils de diagnostic et de planification proposés.

Cet atelier a permis aux participants de partager sur :

- ✓ Les techniques d'animation ;
- ✓ Les outils d'animation ;
- ✓ les attitudes et comportements de l'animateur, entre autres.

L'atelier visait aussi à doter la Commune de ressources humaines locales capables de faciliter la mobilisation et l'animation locale tout au long du processus.

I.3. Atelier de Diagnostic

Participatif car réunissant toutes les composantes de la population communale (jeunes, femmes, adultes, délégués de quartier, conseillers et agents municipaux, représentants d'organisations paysannes, représentantes de GPF, chefs religieux, enseignants, personnels de santé etc.), il s'agissait à cette étape de partager d'abord les résultats du pré – diagnostic établi à travers la revue documentaire et les enquêtes menées par les animateurs relais. Ainsi, la synthèse des informations recueillies a été amendée et validée. Le zonage de la Commune a également été validé à cette occasion avec les données recueillies sur le terrain par les animateurs. Simultanément, des contributions pertinentes des participants ont été évoquées et seront prises en compte dans ce diagnostic. Ainsi, cette étape a permis aux populations d'identifier les principales contraintes au développement de la Commune de Kataba 1 ainsi que les potentialités et solutions envisageables. De même, elle a aidé à l'établissement par la population elle-même d'un cadre d'analyse sociale et économique de la Commune.

I.4. Restitution du Diagnostic

Cette étape s'est déroulée le 24 octobre 2017 à l'hôtel de ville de la Commune, elle a regroupé trente-deux (32) participants membres de la CPE, des STD, de l'ARD de Ziguinchor et du Comité technique régional mis en place à cet effet pour suivre et superviser le processus d'élaboration du PDC.

Cette étape a permis :

- de restituer le bilan diagnostic de la Commune de Kataba 1, et ceci dans tous les secteurs ;
- de recueillir les observations, commentaires et contributions des acteurs locaux sur le bilan établi au niveau de l'ensemble des secteurs de développement économique et social de la Commune ; et
- d'intégrer ces observations dans le rapport diagnostic final.

I.5. Les principales difficultés rencontrées dans la conduite du processus

Les moyens financiers limités dont nous disposons font que nous ne pouvons prétendre avoir cerné l'ensemble des aspects liés à la problématique de développement socio-économique de la Commune, mais les orientations méthodologiques adoptées nous permettent de dresser ici un profil suffisamment complet, qui reflète largement la cartographie de la Commune.

En effet, l'abondance des écrits sur la Commune de Kataba 1 n'occulte point les difficultés relatives à**:**

- ✓ La dispersion des sources d'informations ;
- ✓ La mise à jour nécessaire de certaines données ;
- ✓ Le manque de centre de documentation communal ;
- ✓ L'insuffisance, voir le manque de certaines données statistiques spécifiques à la Commune, etc.

II. PRESENTATION DE LA COMMUNE DE KATABA1

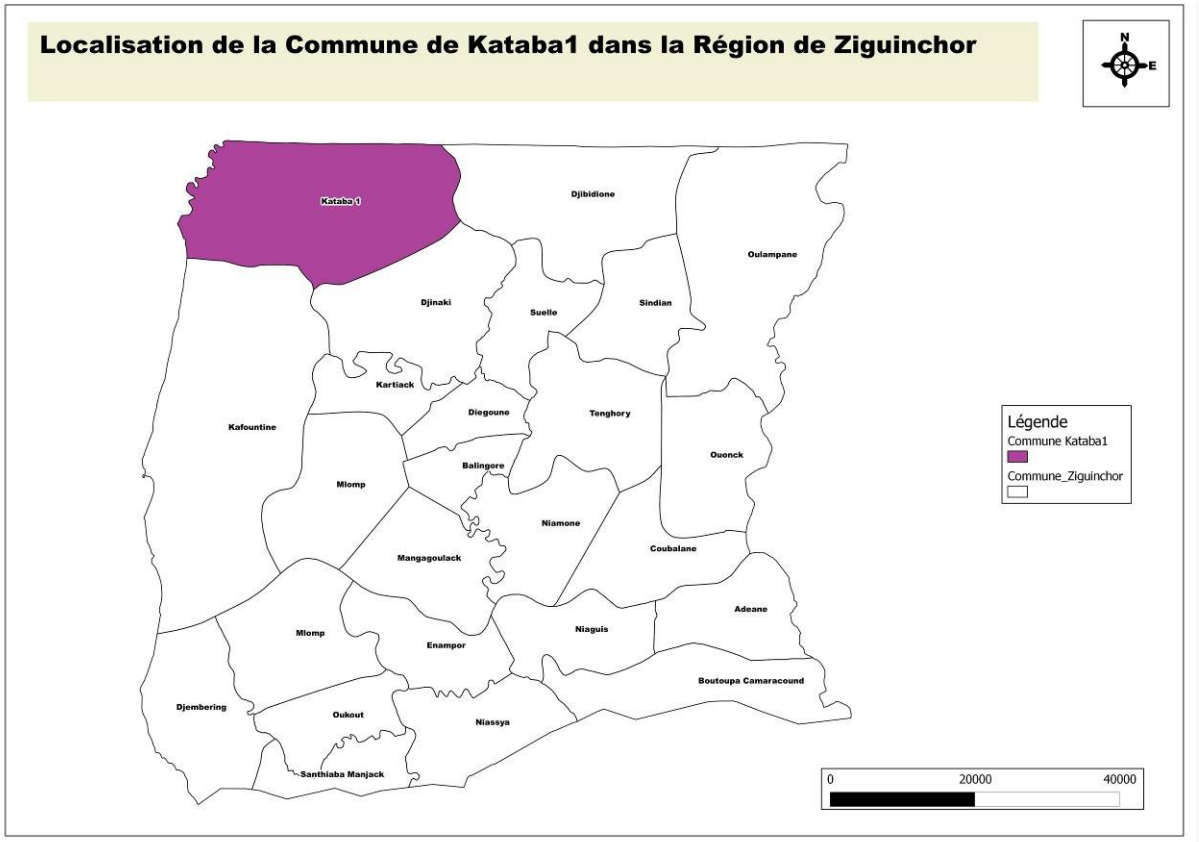
2.1. Profil historique de la Commune

L'ex Communauté rurale de Kataba 1 a été créée à la faveur de l'érection en Commune par le décret n° 2008-748 du 10 juillet 2008 de Diouloulou, ancien chef-lieu de la Communauté rurale. Par la suite, la Commune de Kataba 1 a été créée en 2014 avec la communalisation intégrale favorisée par l'Acte 3 de la Décentralisation.

2.2. Situation géographique

La Commune de Kataba 1 couvre une superficie de 714km2. Elle est située dans l'Arrondissement du même nom, dans le département de Bignona. Elle est limitée :

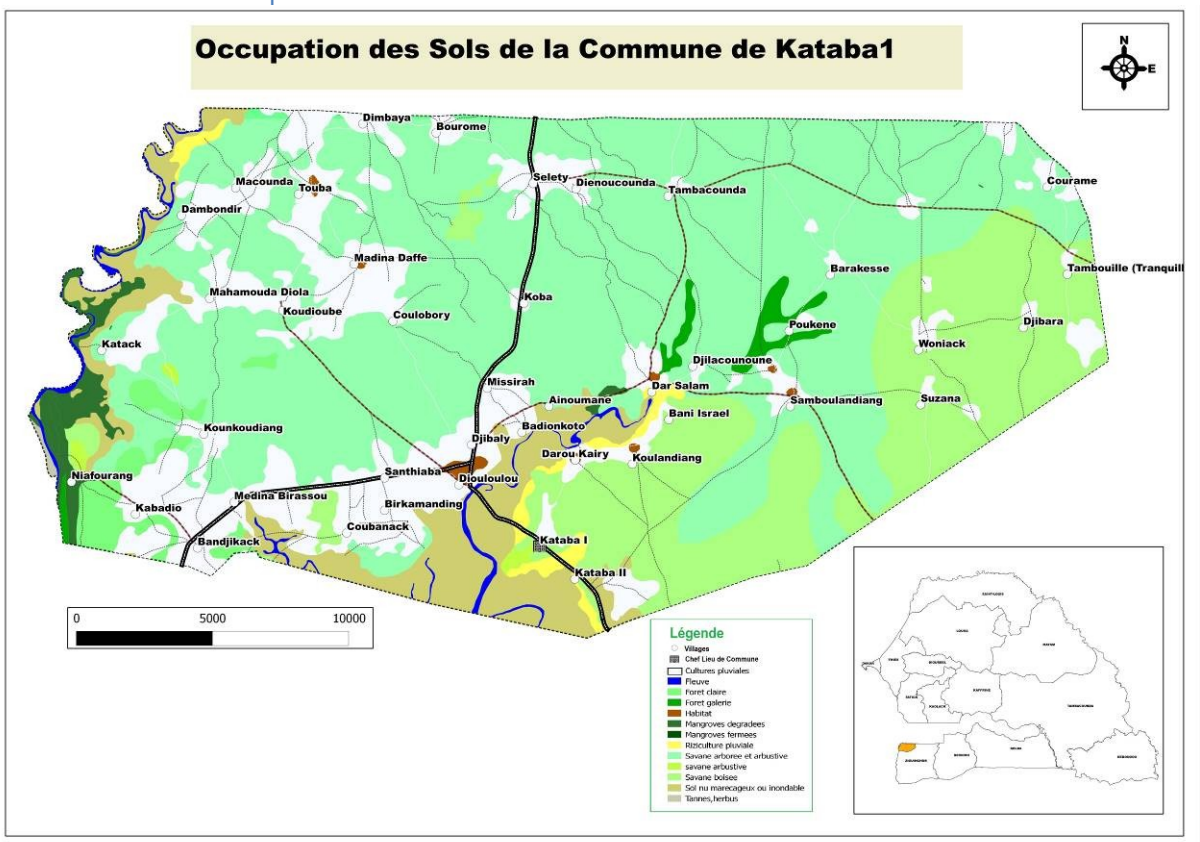
- ✓ Au Nord par la Gambie ;
- ✓ Au Sud par la Commune de Kafountine et Djignaky ;
- ✓ A l'Ouest par l'océan atlantique et la Gambie ;
- ✓ A l'Est par les Communes d Djignaky et Djibidione.



2.3. Milieu physique

La Commune de Kataba 1 présente un relief plat dans l'ensemble mais avec une légère pente qui descend du Nord au Sud. Au niveau du fleuve de Diouloulou et des nombreux bolongs, le niveau est sensiblement le même que celui de la mer.

2.3.1. Le bilan de l'occupation des Sols



Carte 1 : Carte d'occupation des sols de la Commune

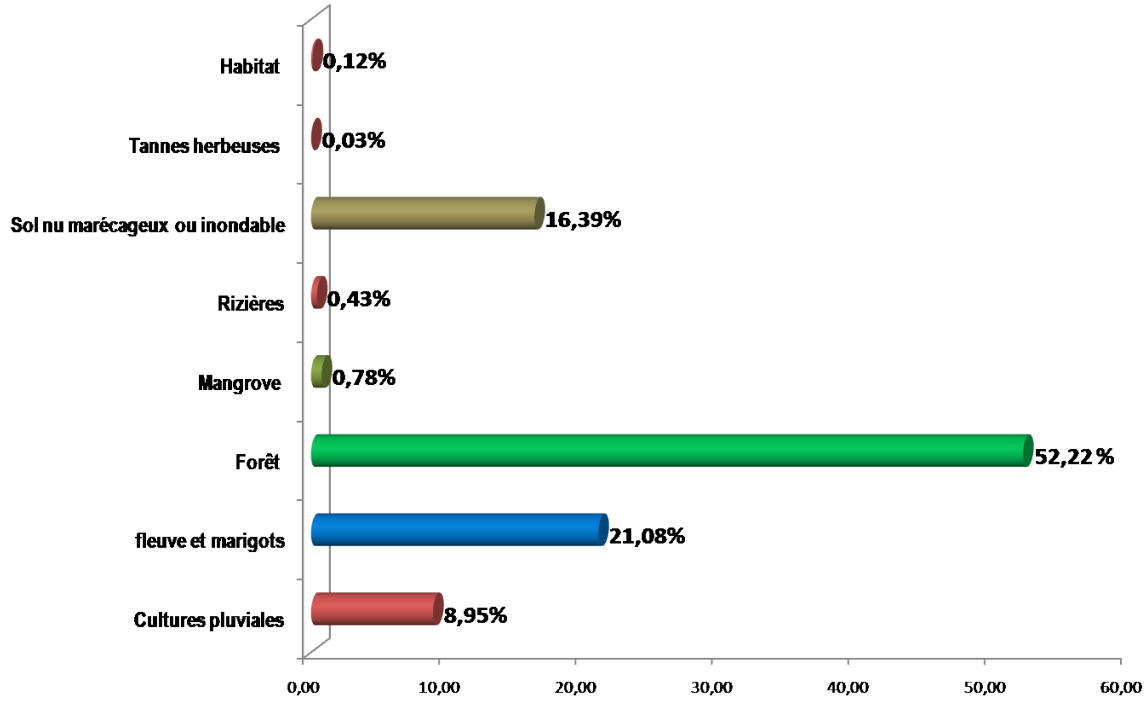


Figure 1 : Le profil d'occupation des sols

Les sols observés au niveau de la Commune sont :

- les ferrugineux tropicaux et /ou ferralitiques selon les conditions bioclimatiques propices à la culture de céréales et de l'arachide ;
- les sols argilo-limoneux rencontrés dans les pentes des vallées (zone des palmeraies), propices à l'arboriculture et au maraîchage ;
- les sols hydromorphes (sols gris) localisés en bas des pentes, favorables à la riziculture ;
- les sols hydromorphes à Gley salé issus du contact alluvial fluviomarin, localisés aux abords du fleuve Casamance, du marigot de Diouloulou et qui sont rizicultivables en hivernage mais exposés à la remontée de la langue salée.

Aujourd'hui, la remontée de la langue salée et la salinisation des terres constituent les principales menaces qui contribuent à la perte de la biodiversité et à la réduction de l'important potentiel agricole et rizicole de la Commune.

2.3.2 Traits climatiques

Le climat de la Commune de Kataba 1 est de type Soudano-guinéen, caractérisé par deux saisons :

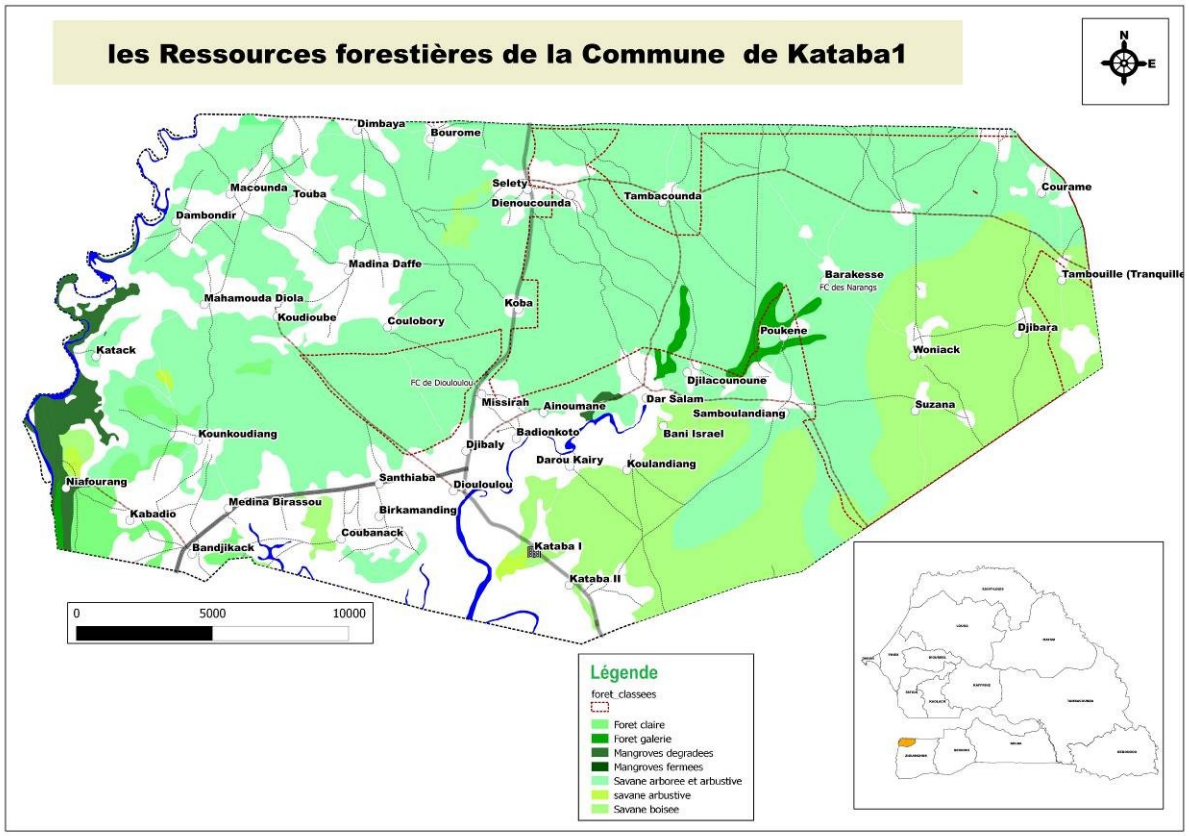
- Une saison sèche qui s'étend de Novembre à Mai ;
- Et une saison des pluies, de Juin à Octobre, au cours de laquelle, la plupart des activités agricoles sont menées.

La pluviométrie, assez satisfaisante, varie entre 800 et 1400mm avec 50 à 80 jours de pluies, mais elle est très irrégulière.

Les températures oscillent entre 15 °C et 33 °C pendant la période dite fraîche (de mi-décembre à février), 16 °C et 36 °C au cours des périodes les plus chaudes (Mars, Avril) et redescendent entre 22 et 33 °C pour le reste de l'année (Mai à Novembre). Les amplitudes thermiques sont plus marquées pendant les mois de Janvier, Février et Mars

2.3.3. La Faune et la Végétation

La Commune de Kataba 1 possède une des végétations les plus importantes de l'arrondissement. Dans l'ensemble, la végétation est dense et diversifiée à certains endroits et clairsemée à d'autres. Mais les principales formations forestières de la Commune sont la savane boisée (50,36%) et la savane arbustive à arborée (48,35%). On distingue également la présence significative de palmeraies (palmier à huile), de rôneraies. La flore est constituée d'espèces à forte valeur ajoutée comme le bois d'œuvre (caïlcédrat) bois d'artisanat (vène), fruit forestier (ditakh). La Commune abrite une forêt classée (forêt classée de Narang) et 12 forêts communautaires gérées par les populations avec l'encadrement de l'APAD (Association des Planteurs et Apiculteurs de l'Arrondissement de Diouloulou).



Carte 2: les ressources forestières de la Commune

Tableau : Etat des lieux des formations forestières de la Commune

Type de Formation forestière	Superficie (ha)	Ratio %
❑ **Forêt Galerie**	516,3	0,68
❑ **Forêt claire**	309,7	0,40
❑ **Savane arbustive à arborée**	36983,6	48,35
❑ **Savane arbustive**	155	0,20
❑ **Savane Boisée**	38519	50,36
Total	**76483,6**	**100,00**

La Commune abrite une faune assez riche et diversifiée surtout dans ses parties Est, Nord-Ouest et Sud où les forêts galeries et la forêt classée constituent l'habitat naturel de cette abondante faune notamment des ***Guibs harnachés***, des ***céphalophes à dos jaune***.

Cet important potentiel forestier est aujourd'hui valorisé pour satisfaire les besoins des populations.

2.3.4 Les Ressources en eau

La Commune de Kataba1 est l'une des Communes les plus arrosées de l'Arrondissement et possède d'importantes ressources en eau favorables à la navigation, la pêche et l'agriculture. En effet, la nappe est en général peu profonde et constitue la principale source d'approvisionnement des populations de la Commune. Les eaux souterraines sont stockées dans les trois niveaux aquifères recensés dans la Commune :

- **La nappe phréatique** affleurant dans plusieurs villages de la Commune et dont le niveau varie entre 10 et 18 mètres selon l'endroit où l'on se situe.

Cette eau est accessible à différents niveaux : bas-fonds (0 à 1m), versants (1-15m), plateaux (15 à 20m). Cette nappe joue un rôle primordial dans le maintien et développement de la végétation.

- **La nappe semi-profonde**
- **La nappe profonde**

Même si, le déficit pluviométrique a entrainé le tarissement précoce des puits, la Commune possède encore un important capital en ressources en eaux de surfaces dominées par le fleuve Casamance et le marigot de Diouloulou qui irriguent une bonne partie du territoire communal. A ces deux cours d'eau s'ajoutent les nombreux bolongs qui traversent la Commune. Ce réseau hydrographique est divisé en deux parties :

- un réseau de bassin maritime influencé par la marée sur une distance de 60 Km en amont ;
- et un réseau de bassin continental

Cependant, la baisse de la pluviométrie a diminué considérablement les apports en eaux et dénaturé ces cours d'eau : ensablement, disparition de la mangrove, taux de salinité de l'eau élevé (*3g/l* en fin de saison de pluies en année pluvieuse et *35g/l* en saison sèche), érosion côtière. Sans oublier la remontée de la langue salée perturbant l'écosystème de mangrove provoquant ainsi la disparition ou raréfaction de certaines espèces halieutiques.

Synthèse des potentialités et contraintes naturelles de la commune

Potentialités	Contraintes
• Présence de réseau hydrographique dense; • Abondance de produits halieutiques (poissons, huitres, crustacés, coquillage); • Forte présence de mangrove; • Productions fruitières (agrumes et mangues); • Forme aquatique diversifiée; • Présence de ressources minières (zircon)	• Érosion des côtes et berges; • Forte salinisation; • Instabilité des nappes phréatiques; • Sols saumâtres; • Avancée de la langue salée; • Forte dégradation de la mangrove; • Exploitation irrationnelle et incontrôlée du coquillage et du bois des palétuviers; • Régression de la faune et flore aquatiques et continentales • Rétrécissement des zones humides • Non respect de la réglementation en matière de pêche

2.4. Le Milieu Humain

Le dernier recensement de la population de 2013 de l'ANSD chiffre la population de la Commune de Kataba1 à 23 480 habitants dont 12 131 Hommes et 11 349 Femmes qui représentent donc un peu plus de 48% de la population totale

2.4.1 Structure de la population

A l'image du département de Bignona, la répartition par sexe et par âge de la Commune de Kataba1 révèle une population jeune et en âge d'activité.

2.4.2. Mouvement de la population

Du fait de sa position géographique et de la variété des produits agricoles et fruitiers, la Commune de Kataba1 est une plaque tournante du développement locale qui attire des négociants venant de toutes les régions du Sénégal et de la sous-région, doublée d'atouts avérés mais peu exploités dans le domaine touristique.

Cependant, les conditions écologiques, et socio-économiques, parfois désastreuses, convolées au manque de débouchés, ont aussi poussé les populations à inscrire la migration comme une réponse à ces contraintes. Autrement dit, cette Commune est devenue à la fois un pôle de migration, d'immigration et de transit (Doudou Dièye Guèye, 2014).

Notons :

- Un exode saisonnier, notamment dans les zones touristiques (Kafountine et Abéné) ;
- Un exode rural des jeunes vers d'autres régions notamment Ziguinchor, Dakar etc. d'où le manque de main d'œuvre et l'inexploitation du potentiel économique local ;
- Une migration vers d'autres continents favorisée par le développement du tourisme dans la Commune ;

La Commune est habitée par une mosaïque de groupement humain, symbole de la richesse culturelle de la Commune. Le peuplement de la Commune s'est effectué à partir de plusieurs points. Ainsi, les Diolas qui sont majoritaires (55%) sont venus du ***Blouf***, du ***Karone***, du ***Fogny*** pour exploiter les terres fertiles disponibles. Ils sont très attachés à leurs origines où ils retournent à l'occasion des manifestations religieuses et culturelles. On les retrouve plus particulièrement au Nord, au Sud, à l'avant de la partie Ouest et Nord-Ouest. Viennent ensuite les Mandingues (40%) qui proviennent du ***Pakao*** (région de Sédhiou) où elles se rendent chaque année pour effectuer des cérémonies religieuses et culturelles. Les autres ethnies (Sérères Peuls) sont minoritaires (5%) et implantées un peu partout mais sont plus concentrés dans la partie Centre de la Commune. Cette composition laisse entrevoir un patrimoine immatériel riche, au regard des différentes ethnies. En fait, chaque ethnie s'identifie à travers son histoire et sa culture diffusées à travers un certain nombre d'évènements culturels et traditionnels La particularité de la Commune est la présence de chérifs qui occupent les localités de Darsalam chérif, Madina Daffé, Mahmouda Chérif.

Cependant, si les Diolas sont majoritaires, la langue la plus parlée reste le Mandingue.
Sur le plan religieux, l'Islam est la religion dominante (90%). Le reste (10%) est constitué de Chrétiens et des adeptes de la religion traditionnelle.

2.4.3 Organisation spatiale

La Commune compte au total 35 villages répartis en 05 zones dont les réalités socioculturelles, économiques et géographiques sont plus ou moins différentes.

Zone	Villages concernés	Caractéristiques prédominantes
ZONE 1 (KABADIO)	Kabadio, Bandjikaky, Niafrang, Kounkoudiang, Madina Birassou, Koubanack	• Transfrontalière, ressources végétales, littoral maritime, marigot et mangrove, rizière ; • Transfrontalière, ressources végétales, littoral maritime, marigot et mangrove, rizière ; • Islam, Culture diola et dans une moindre mesure manding ; • Tourisme, commerce transfrontalière, exploitation forestière (bois de chauffe, bois d'œuvre), pêche artisanale, préservation des ressources halieutiques, aquaculture (ostréiculture), Apiculture, Riziculture, arboriculture (agrume, mangue, Anacarde), maraichage ;
ZONE 2 (KOUDIOUBE)	Koudioubé, Macouda, Touba, Madina Daffé, Coulobory, Mahamouda Diola, Kattack, Dombondir, Dimbaya	• Transfrontalière, ressources végétales, marigot et mangrove, rizière ; • Islam, Culture diola et dans une moindre mesure manding ; • commerce transfrontalière • exploitation forestière (bois de chauffe, bois d'œuvre), pêche artisanale, Apiculture, Riziculture, arboriculture (agrume, mangue, Anacarde), maraichage
ZONE 3 (SELETY	Selety, Bourome, Tambacounda, Dienouncounda, Koba Selety	• Transfrontalière, ressources végétales, rizière ; • Islam, Culture diola et dans une moindre mesure manding ; • commerce transfrontalière, exploitation forestière (bois de chauffe, bois d'œuvre), Apiculture, production céréalière, Riziculture, maraichage
ZONE 4 (DAROUL-	Daroul-khaïri, Kataba1, Kataba	• ressources végétales, marigot et mangrove, rizière, plateau ;

KHAÏRY)	2, Koulandiang, Darsalam-cherif, Bani-Israél	• Islam, Culture diola et dans une moindre mesure ; • exploitation forestière (bois de chauffe, bois d'œuvre), pêche artisanale, Apiculture, Riziculture, PFNL, Apiculture, Riziculture, arboriculture (agrume, mangue, Anacarde), maraichage
ZONE 5 (SAMBOU LANDIANG)	Samboulandiang, Djilacoumoune, Suzana, Woniack, Djibara, Tambouille, Barakéssé, Poukéne, Kouram	• Transfrontalière, forêt (dense), plateau ; • Islam, Culture diola et dans une moindre mesure manding ; • commerce transfrontalière, exploitation forestière (bois de chauffe, bois d'œuvre), Apiculture, production céréalière, PFNL, maraichage ;

III. BILAN DIAGNOSTIC

3.1 ANALYSE PAR SECTEUR

3.1.1 Secteurs productifs

3.1.1.1 Agriculture

La Commune de Kataba 1 se caractérise par des conditions écologiques et pluviométriques propices à l'agriculture. Ce climat favorable offre à la Commune la possibilité de diversification des activités agricoles (agriculture pluviale, riziculture, arboriculture, maraîchage).

Plus de 90% de la population pratique l'agriculture. On note que le riz constitue la principale spéculation même si la culture d'arachide reste intense et malgré la croissance de l'arboriculture. Les tubercules (manioc et patate) et les légumineuses (courges, pastèques, haricots) sont fortement produits.

L'évolution de l'agriculture locale est marquée par la persistance des méthodes culturales traditionnelles, l'insuffisance ou la non utilisation des intrants agricoles (engrais, semences sélectionnées).

La tendance est plutôt au maintien des méthodes et outils traditionnels d'exploitation et qui a comme conséquence une baisse continue des rendements rizicoles notamment pour le riz et le mil. L'arachide qui a atteint un rendement record dans les années 80 a vu sa productivité baisser et les superficies emblavées réduites. Environ 80% des terres ne sont plus exploitées (Touba, Macouda, Katack etc.) Ce qui ne favorise pas l'auto suffisance alimentaire des populations.

Cette situation est aujourd'hui aggravée par l'absence de débouchés commerciaux et le faible prix aux producteurs. Le PPDC a mis en place des dépôts de riz dans les concessions familiales et prévoit aussi dans ses actions la viabilisation des vallées (Kataba1, Kabadio, Koubanack, Niafrang, Bandjikaky). Il faut aussi noter que l'APAD est en train de mener des efforts importants pour améliorer l'agriculture dans la Commune.

Le maraîchage est assez développé. Les cultures maraîchères sont en majorité pratiquées par les femmes qui s'y adonnent après la récolte du riz en s'organisant en Groupement de promotion féminine (GPF) surtout dans les zones transfrontalières.

De plus en plus, les jeunes investissent cette filière mais à une échelle beaucoup plus réduite. Les cultures dominantes dans les blocs sont : l'oignon, la tomate, l'aubergine amère et le piment. Mais le maraichage dans la Commune de Kataba1 pâtit du sous-équipement et du manque d'eau dans les périmètres maraichers.

Les exploitations arboricoles (vergers) sont assez représentées dans la Commune. Elles sont liées à la demande urbaine. On assiste alors à un accaparement des terres de plateau par les vergers.

L'arboriculture apparaît aujourd'hui comme une solution alternative à l'amenuisement des terres rizicultivables. Les principales spéculations sont : le manguier, l'oranger, l'anacardier, le mandarinier etc.

Les productions sont assez importantes par année, mais sont confrontées à un problème d'attaque par

des prédateurs du type de la mouche blanche et au manque d'organisation des acteurs en filières. Ces problèmes menacent la pleine expansion de la filière.

L'ambition des autorités municipales de la Commune en termes d'agriculture est de moderniser l'agriculture avec du matériel adapté, de promouvoir les engrais naturels avec le biogaz, le compostage et l'utilisation du fumier.

- **Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	solutions
• Diminution des surfaces cultivables ; • Utilisation de matériels rudimentaires (Kadiandou) ; • Divagation des animaux ; • Insuffisance d'aménagement des vallées et rizières ; • Dégradation des sols ; • Difficultés d'écoulement des produits agricoles ; • Destruction des cultures (insectes, vers, mouche blanche, maladies des plantes etc.) • Insuffisance de magasins de stockage et d'unités de transformation ; • Manque de pistes de production ; • Remontée de la langue salée ; • Accès difficile au crédit et aux sources de financement ; • Manque d'organisation ; • Difficultés de maîtrise de l'eau dans les périmètres maraichers et arboricoles ;	• Erosion côtière ; • Manque de parcours du bétail et manque d'organisation du secteur ; • Problèmes fonciers (limites entre villages) • Emiettement des casiers rizicoles ; • Insuffisance et retard dans la dotation de matériels et équipements agricole ; • Pluviométrie aléatoire ; • Insuffisance d'ouvrages hydroagricoles ; • Difficultés d'accès aux intrants agricoles • Non utilisation par certains producteurs des semences et autres intrants à haut rendements ; • Insuffisance de formation et d'encadrement technique des producteurs ; • Absence de pratique agricole de contre saison ; • Utilisation des techniques agricoles non durables (feux de brousse, manque de rotation, défrichement abusif, utilisation non contrôlée de produits phytosanitaires) ; • Manque de fourrières ;	• Diminution des rendements et de la production ; • insécurité alimentaire ; • exode rurale ; • Conflit entre éleveurs et agriculteurs ; • Prolongement de la durée des travaux dans les vallées et rizières ; • Diminution des surfaces cultivables ; • Diminution des revenus tirés des activités agricoles	• Construire des digues anti-sel et autres ouvrages de rétention d'eau ; • Aménager des parcours du bétail ; • Sensibiliser les populations sur certaines pratiques agricoles ; • Aménager les vallées • Faciliter l'achat des matériels agricoles et intrants aux producteurs en les organisant en fédération ; • Remembrer ou restructurer les terres au niveau des vallées pour faciliter le travail des motoculteurs et tracteurs ; • Mettre à la disposition des agriculteurs des intrants à haut rendement à temps; • Renforcer l'effectif des conseillers agricoles déployés par l'ANCAR • Aménager des zones de culture de contre saison ; • Faciliter l'accès à la terre pour les femmes et les jeunes ; • Faciliter l'accès au crédit et sources de financement aux agriculteurs ; • Former et encadrer les arboriculteurs • Construire des magasins de stockage et des unités de transformation des produits agricoles ; • Aménager des pistes de production ; • Construire des fourrières dans chaque zone ; • Aménager des espaces agricoles par filière ; • Demander l'appui de l'Isra pour lutter contre la mouche blanche

3.1.1.2. Élevage

L'élevage pratiqué est de type traditionnel, extensif. Son exploitation revêt un caractère beaucoup plus social qu'économique. Les rares ventes ne sont envisagées qu'en cas de besoins sociaux urgents, et

les abattages ont souvent lieu lors des cérémonies traditionnelles (circoncisions, mariages, funérailles), etc.

L'intégration élevage - agriculture est réelle et se fait sentir autant dans l'utilisation du fumier dans l'agriculture que dans l'utilisation des résidus de récolte pour l'alimentation du bétail. La traction bovine (et autres formes pour alléger les travaux agricoles) est aujourd'hui prise en considération dans la Commune pour augmenter de la production.

Les abattages de même que les ventes sont plus fréquents chez les caprins, les porcins et la volaille qui sont constitués essentiellement de races locales.

Le type d'élevage pratiqué ne favorise pas une alimentation optimale du bétail car les pâturages naturels ne sont pas qualitativement les meilleurs, même s'ils assurent une assez bonne couverture alimentaire du bétail. De plus, le suivi vétérinaire reste très irrégulier surtout dans les zones les plus enclavées.

Très souvent, des maladies se déclarent entraînant un taux de mortalité très élevé surtout chez les bovins et ovins. Les maladies les plus fréquentes sont la pasteurellose, les charbons, la peste, le parasitisme interne (vers intestinaux), le parasitisme externe (tiques, teignes, gales, poux, puces, etc.). Le seul vétérinaire qui intervient dans la Commune est à Diouloulou. Il est aidé en cela par des auxiliaires dont la plupart proviennent d'autres localités. Dans la Commune, il n'existe qu'un seul auxiliaire, qui intervient difficilement à cause du manque de moyen adéquat de déplacement (déplacement par vélo).

La race bovine locale qui prédomine ne permet pas un bon rendement en lait et en viande. Cela est lié au développement relativement lent du bétail.

L'insémination artificielle n'est quasiment pas pratiquée dans la Commune. Les tentatives d'inséminations ont enregistré un important taux de mortalité, faute de formation adéquate et de suivi, selon les populations locales.

Il faut souligner que la commune de Kataba1 ne dispose pas d'abattoir, ni d'autres infrastructures modernes pour développer la filière de l'élevage. Tout de même, quelques atouts remarquables sont notés, il s'agit entre autres de : l'existence du bétail et d'éleveurs, de pâturages, de volailles, de sa végétation dense et luxuriante qui offre un environnement propice (biomasse abondante, résidus de récoltes offerts, réseau hydrographique important etc.) pour développer l'élevage.

Quant à L'apiculture, elle ne connait pas un grand succès à part quelques productions notées notamment dans les localités de Madina Birassou, Koudioubé, Koubanack, Bandjikaky, Mahamouda Diola etc. Les principaux points de collecte et d'exposition sont : la miellerie de Madina Birassou et le centre de l'APAD de Diouloulou. Cependant, on constate une insuffisance dans la formation et surtout un manque d'équipement (ruches) des producteurs expliquant la faible productivité alors que la

demande très forte est loin d'être satisfaite, malgré les interventions de l'APAD et l'appui de quelques partenaires (PADEC, PADA, Coopération française et espagnole etc.). Pourtant, la Commune dispose d'une végétation importante et diversifiée propice à une exploitation apicole toute l'année. Toutefois, il serait intéressant de la prendre en compte pour un meilleur développement car elle constitue de nos jours un secteur très porteur.

- **Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Solutions
• Faible couverture sanitaire ; • Système d'exploitation traditionnelle • Existence de mauvaises herbes ; • Rareté de l'alimentation surtout en saison sèche (eau, fourrage); • Faible niveau d'équipement et de formation des apiculteurs ; • Vol de bétail ; • Existence de nombreuses pathologies animales ; • Coût d'amélioration des races locales • Absence de vétérinaire établi dans la Commune	• Prépondérance des exploitations familiales ; • Manque d'organisation ; • Manque d'entretien du bétail ; • Insuffisance dans la formation et l'encadrement des éleveurs ; • Non pratique de l'insémination artificielle ; • Insuffisance de points d'eau pour l'abreuvage surtout en saison sèche ; • Activités humaines non durables (feux de brousse, coupes abusives) ; • Cherté de l'aliment ; • Le manque de coordination des acteurs apiculteurs et insuffisance des partenaires techniques et financiers ; • Cherté du matériel pour l'apiculture (ruches)	• Faible rentabilité • Taux élevé de mortalité liés aux maladies • Conflit entre éleveurs et agriculteurs • Problèmes d'alimentation du bétail ; • Faible productivité (viande et lait) ; • Faible production apicole	• Pratiquer l'insémination artificielle ; • Solliciter des subventions pour accompagner les éleveurs ; • Mettre en place des équipements modernes : (Abreuvoirs, Forage etc) ; • Développer davantage l'apiculture ; • Créer des coopérations d'éleveurs ; • Créer des zones de pâturages et de parcours de bétail ; • Créer un cadre de concertation entre éleveurs et agriculteurs ; • Mise en place de fourrages ; • Renforcer l'élevage de la volaille et l'améliorer ; • Renforcer le nombre d'auxiliaires dans la Commune • Former des auxiliaires vétérinaires pour appuyer le vétérinaire de Diouloulou et renforces les capacités d'intervention (moyen de déplacement); • Construction de fourrières dans chaque zone; • Renforcer les capacités des éleveurs

3.1.1.3. Agroforesterie

L'agroforesterie est une activité très importante dans la Commune de Kataba1. Ainsi les produits exploités sont : l'huile et le vin de palme, la noix de palmistes, le bois de chauffe, le charbon de bois, les chevrons de palmiers, les balais, les nattes, les produits de cueillette (« maad », « toll », « solom » etc.). L'exploitation forestière occupe ainsi une place très importante dans les sources de revenus des villageois.

Les feuilles, les racines et les écorces de certains arbres sont utilisées dans la pharmacopée.

Ces ressources sont de plus en plus menacées par les feux de brousse, l'exploitation abusive, la coupe des palmiers et des palétuviers et le déficit pluviométrique. Cette forte pression a entraîné une prise de conscience et une organisation des populations au niveau de certains villages, avec l'aménagement de 14 forêts communautaire avec l'ASAPID, en vue de la protection et de la restauration des ressources forestières. Au-delà de la forêt classée et des forêts communautaires, on note que dans certains villages (Darsalam, Couram etc.) les populations ont aménagé des espaces où sont menées les activités de reboisement mais non reconnues, des APAC, un local de production du charbon à base de feuilles dénommé « Pakene karamba » (sauver la forêt) accompagné par l'ASAPID. Cette dernière envisage la création d'éco-parcs dans les villages. C'est dire le rôle important joué les populations dans la protection de l'environnement.

- **Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Solution
• Insuffisance de périmètres villageois pour la production de certaines essences forestières ; • Raréfaction progressive des ressources forestières ; • Exploitation irrationnelle et abusive des ressources ligneuses ; •	• Manque de moyens ; • Manque de sensibilisation ; • Actions anthropiques (Exploitation abusive de la forêt de Kataba1 pour le fumage du poisson à Kafountine, feux de brousse,, carbonisation coupes abusives); • Insuffisance de partenaires techniques et financiers ; • Empiètement de la forêt classée pour les habitats ; • Non reconnaissance de certaines forêts	• Limitation des activités agroforestières ; • Dégradation de la forêt ; • Dégradation de l'environnement	• Sensibilisation sur la gestion durable des ressources forestières • Mettre en place des périmètres villageois • Mettre en place des pare-feux • Equiper et organiser les comités de lutte contre les feux de brousses. • Aménager toutes les forêts de la Commune ; • Appuyer techniquement et financièrement les planteurs ; • Accroitre les activités de restauration des forêts ; • Inciter les populations à régulariser les espaces forestiers aménagés

3.1.1.4. Pêche

Malgré l'ouverture à l'Océan et l'existence de cours d'eau, la Commune de Kataba1 n'a pas une vocation de pêche très affirmée. On retrouve des points de débarquement à Niafrang, Kataba 1, Kataba 2, Dombondir, Katack, Koubanack. Ce sont plutôt des quais traditionnels. La pêche y est artisanale et son développement est freiné par un manque d'organisation des acteurs de la filière le manque d'infrastructures de pêche et de dispositif organisationnel de gestion des ressources halieutiques. Les mises à terre des poissons et crustacés ont connu une tendance à la baisse durant ces dernières années à cause de la forte pression sur les ressources halieutiques du fait des pratiques de pêche non durables et les coupes abusives de la mangrove.

Il n'existe qu'un seul agent de la pêche établi à Kafountine pour tout l'arrondissement et il n'existe pas de structures locales de gestion de la pêche. Mais la Commune est traversée par l'AMP d'Abéné.

L'aquaculture n'est pas développée dans la Commune malgré les atouts.

Les mises à terre sont composées de brochets, de capitaines, de soles, de courbines, d'ethmaloses, de carangues, de dorades, de requins, de tilapias, de différentes carpes, de mulets, de machoirons, etc.

- **Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Solutions
• Eloignement des zones poissonneuses • Pirogues non adéquates (petites pirogues) • Insuffisance de filets • Manques de quai de pêche bien aménagé; • Quais traditionnels ; • Disparition progressive des espèces (carpe grise locale) ; • Fort taux de mortalité de la mangrove à certains endroits (Dombondir);	• Utilisation du mono-filament • Manque d'organisation des acteurs • Manque de chambre froide • Manque de moyens financiers • Manque d'aménagement ; • Déficit pluviométrique ; • Manque de connaissance des techniques de reboisement de la mangrove ; • Non délimitation des zones de reproduction ; • Manque de politique de protection des zones de reproduction ; • Inexistence de structures locales de gestion et de surveillance de la pêche	• Disparition de certaines espèces • Baisse de la capture • Pourrissement du produit • Baisse de la production et des revenus des acteurs du secteur	• Faire respecter les règles en matière de pêche • délimiter les aires de reproduction avec l'appui des services techniques • Développer les activités aquacoles • Former les acteurs • Construction d'unités de conservation à température contrôlée • Créer d'un marché au poisson • Faciliter l'accès au crédit pour l'acquisition de grandes pirogues motorisées par les acteurs • Faires respecter le port du gilet de sécurité par les acteurs • Aménager de quais de pêche ; • Accroitre les activités de reboisement de la mangrove accompagnée par des techniciens qualifiés;

3.1.1.5. Artisanat

L'artisanat n'est pas un secteur très développé. Néanmoins, on note la présence de plusieurs corps de métiers (Vannerie, maçonnerie, forgerie, sculpture, couture etc.). Le secteur de l'artisanat souffre du manque d'organisation, de formation et du niveau d'équipement très faible des acteurs constituant un handicap à la compétitivité des produits artisanaux. Pourtant, les opportunités d'affaire dans l'artisanat sont nombreuses dans la Commune de Kataba1 où le potentiel naturel et la main d'œuvre sont disponibles. Si l'on sait que l'habitat est encore loin d'atteindre son potentiel, on peut exploiter certains domaines notamment la maçonnerie qui répond à l'accroissement de la demande en habitat consécutif à l'urbanisation, à l'évolution du type d'habitat en milieu rural, et au retour des populations vers les villages autrefois abandonnés à cause du conflit. Il y'a aussi l'ébénisterie qui a aussi un potentiel énorme en raison de l'abondance et de la qualité du bois dont les coûts d'acquisition sont relativement bas. Il existe une association des sculpteurs de la Commune. Il faudrait cependant inciter les autres corps à s'organiser en fédération pour mieux porter leurs besoins.

- **Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Solution
• Manque de matériels et d'équipements adéquats • Manque d'organisation des acteurs ; • Difficultés d'accès aux matières premières (bois)	• Manque de moyens financiers • Manque de formation des acteurs • Manque de concertation ; • Faible dynamisme du tourisme (Kafountine) ; • Coupes abusives et interdictions de coupe dans les forêts ; • Manque d'accompagnement	• Très faible production • Faible revenu • Manque de visibilité du secteur	• Faciliter l'équipement et l'accès à la formation des acteurs • Créer un centre de formation aux métiers de l'artisanat • Créer un marché artisanal • Fédérer les acteurs ; • Créer un cadre pour faciliter l'accès aux matières premières

3.1.1.6. Tourisme

La Commune de Kataba 1, de par ses ressources naturelles et culturelles, dispose de toutes les potentialités pour promouvoir un tourisme qui valorise ses beaux paysages, sa faune riche et sa diversité culturelle. Malgré ses potentialités, la Commune n'a pas une vocation touristique très affirmée. A part Kabadio et Niafrang qui concentrent l'essentiel des quelques réceptifs, le tourisme est peu développé dans la Commune. A Kabadio et Niafrang, c'est un Tourisme dit Intégré de Découverte qui y est pratiqué à travers 5 réceptifs dont 01 campement dont un villageois (campement villageois de Kabadio) et 04 privés (Domaine Kabadio, Tilibo Horizon, Campement Bouback, et Campement Tiltug, moyennement entretenus et difficilement accessibles, dont un subit fortement la pression de l'avancée de l'océan (chez Daour Mbaye). Aussi la plupart de ces campements ne sont pas formels constituant une perte de recette pour la Commune. L'existence du groupe musical Maman Saoo et celle du Festival de Dombondir sont des opportunités pour développer le secteur mais encore une fois peu valorisées. Il faut aussi noter la construction en cours d'un campement privé à Kataba1 et d'un campement villageois à Bandjikaky. L'Asapid commence à développer l'écotourisme et une maisonnette a été construite à Koudjoubé. Elle entend élargir ses interventions pour développer l'écotourisme dans les autres villages.

Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèse de solutions
• Le manque d'organisation de l'activité ; • La non diversification de l'offre touristique ; • Non reconnaissance de certains réceptifs ; • Manque d'attractivité du secteur • insuffisance de structures d'accueil ; • Mauvaise promotion de la destination, • Erosion côtière ; • La concurrence des logements privés • Insécurité dans certaines zones de la Commune (zones de non souveraineté)	• Mauvais état des routes ; • Enclavement ; • Manque de moyens financiers ; • Manque d'organisation des populations ; • Manque d'organisation des acteurs ; • Changement climatique ; • Manque de récépissé pour certains réceptifs ; • Offre touristique peu diversifiée ; • Considérations locales	• Baisse de chiffres d'affaires des hôteliers ; • Faible apport touristique ; • Faible fréquentation de la zone par les touristes ; • Disparition progressifs du réceptif de Daour Mbaye du fait de l'érosion côtière ; • Perte de recettes pour la Commune	• Restaurer la sécurité au niveau de la Commune ; • encourager la construction de campements villageois (Dombondir, Séléty); • Organiser les acteurs du secteur ; • Créer d'un bureau d'information touristique ; • Former des guides en rapport avec le potentiel de la Commune en termes d'offres de produits et de services touristiques (eco tourisme, balnéaire, découverte, cynégétique); • Lutter contre les logements privés touristiques ; • Inciter les propriétaires des campements à formaliser leurs réceptifs ; • Diversifier l'offre touristique ; • Développer davantage l'écotourisme

3.1.1.7. Industries

Concernant l'offre industrielle, elle reste à l'état primitif, car la Commune ne dispose que d'une unité de tri, transformation et de conditionnement de fruits à l'export (Saveurs du Sud à Kataba 1) et d'une miellerie (Madina Birassou) malgré toutes les potentialités dont elle regorge. Toutefois « Les Saveur du Sud», intervenant dans la collecte, le séchage et l'exportation des mangues menace de fermer du fait de difficultés organisationnelles et financières qui plombent la production.

Des efforts doivent être consentis par la Commune avec l'appui des projets et partenaires et autour des filières porteuses (anacarde, miel, fruits et légumes, céréales, lait etc.) pour mettre en place dans les villages des micro-unités de conservation, transformation des produits agricoles pour développer une industrie attractive et durablement rentable pour réduire les obstacles qui gangrènent le développement de ce sous-secteur. Pour ce faire, la levée des contraintes techniques et liées à l'enclavement de certaines localités, permettrait d'attirer des investisseurs pour une unité agro-industrielle capable de porter ces filières vers le haut.

- **Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Solutions
• Manque de structures industrielles capables de valoriser tout le potentiel productif de cette Commune • Manque d'organisation des acteurs en chaine de valeur fiable qui manque à « Les Saveur du Sud » • Insuffisance de formations des acteurs • Accès difficile et contraignant au crédit de financement des activités socio économiques	• Manque de moyens financiers • Absence de partenaires fiables capables de porter les besoins financiers d'une structure comme « Les Saveurs du Sud »	• Faible productivité • Les sociétaires de « Les Saveurs du Sud » vendent leur production en dehors du circuit établi • Risque d'arrêt d'exploitation de « Les Saveurs du Sud » • Perte d'emplois à l'échelle de la Commune	• Aider « Les Saveurs du Sud » à trouver des partenaires fiables • Réorganiser les groupements sociétaires de « Les Saveurs du Sud » à privilégier l'écoulement de leurs produits à travers cette unité • Renforcer les capacités organisationnelles et

			techniques des acteurs dans les filières porteuses (anacarde, mangue, miel, céréales, PFNL) • Créer des unités de transformation dans les autres filières • Faciliter l'accès au crédit financier avec des Institutions financières installées aux abords de la Commune (Diouloulou) • Créer une banque communale d'intrants pour pallier aux difficultés d'accès au crédit financier et avec des conditions allégées

3.1.1.8. Mines

La Commune dispose d'un secteur minier sous-exploité et peu connu. Pourtant, elle possède des ressources minières très importantes comme le sable, l'argile, la latérite, la pierre. Il faut noter la découverte dans la commune d'importants gisements de zircon (Niafrang). Mais son exploitation se confronte à la réticence des populations locales. Il existe plusieurs carrières dans la Commune (Katack, Koulobory, Koudioubé, Kataba 1 et 2, Darsalam Chérif, Séléty, Tambacounda, Niafrang, Bandjikaky etc.) gérées par les propriétaires terriens qui négocient avec les exploitants (de manière verbale). La carrière de Bourom (exploitation de pierres) est importante. La surveillance de l'exploitation est confiée à la jeunesse dans la plupart des villages et la Commune prélève des taxes pour le droit de stationnement. Mais ce prélèvement n'est pas optimal car elle peine encore à mettre en place uns stratégie pour prélever des taxes dans les zones reculées. . Il est alors nécessaire pour la Commune de collaborer avec les propriétaires terriens dans l'octroi des permis et les comités de surveillance pour une meilleure exploitation de la ressource.

- **Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Solutions
• Accès et exploitation difficile • Secteur non organisé (pratiques informelles) • Protectionnisme des propriétaires terriens traditionnels	• mauvais état des voies d'accès aux carrières • Réticence des populations à impliquer la CL dans l'exploitation de leur carrière (prélèvement de taxes) ; • Difficultés de prélèvement de taxes dans les zones enclavées	• Faible contribution du secteur aux recettes municipales (cf taxes de stationnement) • Exploitation non rationnelle des ressources • Dégradation de l'environnement	• Améliorer l'accès aux carrières • Créer un cadre de concertation entre les services déconcentrés compétents, la Commune, les propriétaires pour rationaliser l'exploitation des carrières au bénéfice des différentes parties ; • Sensibiliser les populations pour leur adhésion au prélèvement des taxes

3.1.2. Secteurs d'Appui à la Production

3.1.2.1. Commerce

Après l'agriculture, le commerce est un des piliers de l'économie de la Commune. Ce commerce concerne plus particulièrement les denrées de première nécessité, les produits de pêche, d'élevage, les

produits agricoles, les produits forestiers non ligneux, les produits horticoles. Le commerce dans la Commune de Kataba 1 s'appuie à la fois sur la diversité de ses produits et sur sa position géostratégique avec la Gambie, favorables aux échanges commerciaux. D'ailleurs le commerce transfrontalier y est très développé dans la zone transfrontalière où le « *Dalasi* » (monnaie de la Gambie) constitue la monnaie courante d'échange. Le commerce est l'œuvre, notamment, des femmes qui jouent un rôle très important dans l'évolution du secteur à travers le petit commerce de produits horticoles, forestiers, halieutiques etc., et dont les revenus permettent d'améliorer les conditions de vie de leurs ménages. Seulement, il est nécessaire de faciliter leur mobilité, l'accès à la terre et au financement pour développer leurs activités.

Sur un rayon élargi, les mouvements commerciaux les plus fréquents se font vers Diouloulou, Kafountine et surtout la Gambie. Ces espaces économiques sont aussi les lieux d'approvisionnement et d'écoulement des divers produits où les acteurs sont constitués pour la plupart de petits détaillants opérant dans l'informel.

Sur le plan infrastructurel, il existe plusieurs boutiques ; deux (02) marché permanent non aménagé à Séléty; (01) espace de commerce non aménagé à Dar Salam Chérif (hall construit très mal aménagé et peu fréquenté. A Bandjikaky, faute de local, les femmes ont mis en place des étalages à gare pour écouler leurs marchandises. A côté ces espaces de vente, on ; un magasin de stockage de semences à Kataba 1 et (01) de stockage de céréales à Dombondir. On note l'absence de marché hebdomadaire dans toute la Commune. La zone transfrontalière qui est le poumon du commerce dans la Commune souffre d'un manque criard d'infrastructures commerciales (marché) ce qui fait que les femmes parcourent de longues distances pour écouler leurs marchandises.

Il convient de noter que le commerce reste encore peu structuré. La Commune dépend encore des marchés de Diouloulou et Kafountine. Les boutiques existantes ne disposent pas d'importants stocks de produits du fait de moyens financiers insuffisants, de l'enclavement et de la défectuosité des voies de communication qui rendent difficile l'approvisionnement et écoulement des produits. Le manque d'organisation dans la production et dans les circuits de commercialisation ne contribue pas au développement viable du secteur du Commerce. Il faudrait entre autres, pour booster le secteur du commerce et en faire un levier de développement pour la Commune, réhabiliter les grandes voies de communication en rapport avec les zones de production et améliorer la dotation en infrastructures de commerce dans les grands foyers de peuplement et les zones de forte production.

- **Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Solutions

• Enclavement des zones de production • Insuffisance e d'équipements marchands • Manque d'organisation des acteurs ; • Insuffisance de magasins de stockage • Manque d'unités de conservation à température contrôlée des produits périssable	• Insuffisance/ ou mauvais état des pistes de production • Absence de marché aménagé et équipé dans la Commune • Absence de structure ou de programmes d'accompagnement du secteur ; • insuffisance de moyens de transport adéquats pour l'écoulement des produits	• Pourrissement des produits • difficulté d'écoulement des produits • Désordre des implantations • Anarchie dans la fixation des prix par manque d'organisation et de concertation • Faible capacité de négociation des producteurs locaux non fédérés	• Construction de pistes de production • Construction de marché • Mise e en place de marché hebdomadaire et de marché à bétail • Construction de marchés dans les villages • Aménager des espaces pour des marchés dans les petits foyers de peuplement • Organiser les commerçants en filières ; • Construire des magasins de stockage et chambres froides ; • Organiser les acteurs pour la mise en place de moyens de transport adéquats ;

3.1.2.2. Transports

La Commune de Kataba 1 est accessible extérieurement par la RN5 qui la traverse. Toutefois, le réseau routier en termes de mobilité interne est constitué principalement de pistes et de quelques pistes de production dans un état de dégradation avancée pour la plus part et ne facilitant pas la mobilité interne de la population et le transport des biens.

Les moyens de transport disponibles sont constitués d'un parc vétuste de véhicules automobiles et des Jakarta. La « seule gare routière » considérée comme telle est à Séléty à la frontière RN5 avec la Gambie et un espace de stationnement est aménagé à Bandjikaky depuis cette année (2017). Il faut noter que la plus part des transporteurs automobiles opérant dans la Commune, résident principalement dans les Communes voisines de Diouloulou et Kafountine. Le secteur du transport est très faiblement représentatif tant en termes d'infrastructures et d'équipement, qu'en terme de parc. La commune prélève des droits de stationnement pour les véhicules.

Globalement, la Commune de Kataba 1 souffre d'un déficit de voies de communication praticables en tout temps et de moyens de transports adéquats. Cet enclavement interne et externe renchérit les coûts des intrants et équipements agricoles ainsi que les coûts de transport des biens et personnes. Aussi, ces difficultés de mobilité des populations influent négativement sur l'accès des populations aux services sociaux de base : école, santé, services administratifs, points d'eau etc.

Pour développer le secteur du transport, l'accent doit être mis sur le désenclavement de la Commune en rehaussant l'investissement dans de nouvelles routes et dans l'entretien des voies existantes. Les zones intérieures coupées du reste de la Commune, notamment pendant l'hivernage ont besoins de pistes inter villages et surtout de pistes de production pour parvenir à l'intégration de l'économie locale. Enfin, en soutien à ces investissements, la Commune, avec le soutien de ses partenaires devra mettre en place globalement, un programme de modernisation des moyens de transport.

- **Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de solutions

• Routes non praticables surtout en saison des pluies ; • Enclavement des villages de l'intérieur ; • Moyens vétustes de transport	• Peu d'investissement sur un réseau routier pour le désenclavement interne de la Commune • Manque d'intérêt et d'initiative privée pour le transport	• Problème d'évacuation des produits agricoles en particulier, • Circulation des personnes et des biens limitée ; • Vieillissement rapide du parc automobile	• Réhabilitation des pistes de production ; et améliorer l'état des pistes et sentiers. • Construire une corniche reliant : Abéné-Niaffrang-Kabadio-Katack-Mahmouda-Dombondir-Macouda-Touba-Dimbaya-Bourom-Séléty-Tambacounda-Kabéka-Tambouille-Djibidione • Ouverture d'une piste reliant Kataba1-Darsalam Chérif-Samboulandian-Poukene-Woniack- Tambouille ; • Ouverutre d'une piste reliant Bandjikaky-Kounkoudian- Mahmouda Diola ; Réhabiliter le tronçon Bandjikay-Colomba-Albadar

3.1.2.3. Communications et Télécommunications

La Commune de Kataba 1 bénéficie d'un accès faible et inégalement réparti en moyens d'informations et de communication : téléphonie, internet, radio etc. La couverture du réseau téléphonique est très faible dans la Commune, et le deuxième opérateur national mobile Expresso y est absent. Ceci se fait ressentir dans toutes les zones mais davantage dans les zones frontalières où le réseau gambien est plus accessible. La connexion ADSL y est aussi très faible. Pour ce qui concerne la radio, on note des difficultés pour capter les fréquences régionales et nationales.

Il faut noter qu'il n'existe pas de Bureau de Poste dans le Commune, elle dépend de celui de Diouloulou. Il en est de même pour les radios communautaires qui sont inexistantes dans la Commune, laquelle bénéficie néanmoins de la couverture de celles de Diouloulou (« *Kaïraba* Fm ») et de Kafountine (« *Kaf Fm* »).

La téléphonie fixe y existe également et dans certaines zones (Séléty, Kabadio), la télévision n'est accessible que par les antennes paraboliques (Canal) alors que l'essentiel de la population n'a pas les moyens financiers de s'en acquérir. Les images sont de mauvaises qualités

En définitive, la Commune pâtit de la mauvaise qualité du réseau mobile et de la couverture en télévision et radios nationales aggravée par la faible couverture en énergie électrique. C'est pourquoi, il urge de créer une radio communautaire, de densifier le réseau, de faciliter l'accès à l'énergie pour une amélioration de l'offre en télécommunication.

- **Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Solutions

• Mauvaise qualité du réseau de télécommunication • L'accès aux services de la poste ; • Difficultés de connexion à l'internet ; • Difficultés d'accès à l'information (radio, Télévisions) dans les zones frontalières	• Insuffisance de la réception de certains réseaux à certains endroits • Absence de bureau de poste	• Perturbation des communications téléphoniques • Pénibilité d'accès aux services • Difficulté de véhiculer les messages de sensibilisation	• Augmentation de la puissance des antennes relais existantes et installation d'autres antennes dans les zones frontalières • Installation du réseau GSM et la 3G • Implantation d'un bureau de poste • Création d'une radio communautaire pour les besoins propres de la Commune

3.1.2.4. Énergies

La Commune de Kataba 1 est sous électrifiée. Le niveau d'électrification est très insuffisant malgré les besoins exprimés par les populations. Seuls les villages de Kataba1, Kataba 2, Kabadio, Darsalam Chérif Darou Khaïry, Koubanack, Séléty, Madina Birassou et bandjikaky sont électrifiés. Barakessé est électrifié en panneaux solaires.

Les installations en énergies alternatives (solaire surtout) restent très marginales pour améliorer de manière conséquente ce secteur. Cependant, la présence de l'ASER et les installations en cours dans la zone du Narang ouest, laissent présager une amélioration progressive de ce secteur.

Pour ce qui concerne le combustible, l'utilisation du gaz butane est moins répandue. C'est plutôt le bois et du charbon de bois qui sont les plus utilisés. Car la Commune vu l'importance de ses ressources végétales connait une importante exploitation du bois et du charbon de bois. Ce qui rend le produit disponible toute l'année avec des prix abordables par rapport à ceux du gaz butane jugé cher. Toutefois, l'exploitation non contrôlée du bois conduit à la déforestation. Il faut, par ailleurs, noter le travail de l'ASAPID qui aide les femmes dans la transformation des feuilles en combustible (lutte contre la déforestation et coupe de bois).

Une bonne couverture énergétique reste une condition préalable au développement socio-économique de la Commune. C'est pourquoi, l'accent doit être mis sur le mix énergétique à travers l'introduction massive du solaire dans la fourniture d'énergie et la mise en place d'installations domestiques et au niveau des infrastructures publiques (écoles, postes de santé etc.).

- **Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Solutions
• Déforestation • Coût élevé de la technologie solaire ; • Insuffisance dans les installations pour l'éclairage public	• Exploitation abusive des forêts • Manque de moyens financiers ; • Insuffisance de moyens de la Commune pour régler les factures de l'éclairage public ;	• Baisse des ressources forestières • Faible accès à l'énergie	• Sensibilisation des populations sur l'exploitation et la protection des forêts • Aménagement de forêts communautaires • Faciliter l'accès à l'énergie aux ménages • Extension de l'électricité dans tous les villages de la Commune • Création de comités pour une gestion durable des infrastructures énergétiques (centrale solaire) ;

3.1.2.5. Institutions financières

La Commune n'abrite aucune Institution financière. Elle dépend plutôt des institutions financières présentes dans les Communes de Kafountine et Diouloulou, relativement accessibles par la route bitumée mais éloignées pour Kafountine. Mais on note l'installation progressive mais lente de petites structures de transfert d'argent (wari). On note l'Existence de la CREC de Mahamouda mais installée à Diouloulou.

- **Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Solutions
• Manque de structures financières à part des services de monétique • Condition d'accès au crédit difficile	• Activités économiques d'envergures peu valorisées • Exigence de garantie • Taux d'intérêt élevé	• Problème d'épargne des ressources financières disponibles • Limitation de l'accès au Crédit	• Valoriser les AGR • Implantation d'institution de microfinance • Créer des lignes de crédit pour les activités de jeunes, de femmes ; • Encouragement du système des « tontines internes »

*3.1.*3. Secteurs Sociaux de Base

3.1.3.1. Éducation/Formation

Globalement, l'observation de la distribution spatiale de l'offre communale de structures d'éducation montre que celle-ci est assez équilibrée et qu'elle suit les contours de la répartition de la population. A part le secondaire et la formation professionnelle et technique qui sont absentes, tous les autres niveaux : préscolaire, élémentaire et moyen sont représentés.

Pour ce qui concerne le Préscolaire, la Commune compte au total (09) infrastructures d'accueil de la petite enfance. Mais bon nombre de ces infrastructures sont en forte proportion d'abris provisoires (Bandjikaky, Kabadio, Diénouncounda, Kataba2, Séléty etc.).

Tableau : Situation du Préscolaire dans la Commune en 2017

STATUT	ECOLES DU PRESCOLAIRE	EFFECTIFS			GROUPES PEDAGOGIQUES
		G	F	T	GP
PRIVE	CTP DIENOUNCOUNDA	9	21	30	3
	CTP KABADIO	59	49	108	3
	EM KATABA 2	36	30	66	3
	EM NOTRE DAME DE FATIMA	29	29	58	3
Total PRIVE		**133**	**129**	**262**	**12**
PUBLIC	EM KATABA 1	33	32	65	3
	EM KOUBANACK	49	42	91	3
	EM MAHAMOUDA DIOLA	37	45	82	3
	EM SELETY	53	44	97	3
Total PUBLIC		**172**	**163**	**335**	**12**
TOTAL Général		**305**	**292**	**597**	**24**

Source : IA Ziguinchor 2017

Au niveau Elémentaire, la commune compte 34 écoles dont 02 écoles d'enseignement Franco-Arabe (EFA Daroul Khaïry et Darsalam Chérif). Mais 38% des salles de classes sont des abris provisoires. On note aussi l'émiettent en « petites écoles » avec des cycles incomplets. L'offre en infrastructures est aussi relativisée par les mauvaises conditions d'études marquées par un manque de confort et de sécurité auquel s'ajoute un déficit en matériel didactique. En effet, la plupart de ces écoles ne dispose pas de mur de clôture, ni d'électricité et encore moins de latrines et de points d'eau potable. Tout comme dans le niveau scolaire précédent, on note une insuffisance de l'action publique en termes de dotation en infrastructure mais relayée plus ou moins efficacement par une dynamique locale.

- **Tableau : Situation de l'Elémentaire dans la Commune en 2017**

Source : IA Ziguinchor 2017

STATUT	ECOLES ELEMENTAIRES	EFFECTIFS			TYPES DE GROUPES PEDAGOGIQUES			SALLES DE CLASSE		
		G	F	T	Flux uniq ue	Mu ltig rad e	Total généra l	Abris provis oires	Local normal	Total général
PUBLIC	EE BANDJIKAKY	159	128	287	11		11	4	8	12
	EE BARAKESSE	28	34	62	3		3	3		3
	EE BIRASSOU	82	79	161	6		6	4	3	7
	EE BOUROME	30	20	50	3		3		3	3
	EE COUBANACK	115	131	246	6		6		6	6
	EE DAR SALAM CHERIF	176	167	343	12		12	6	6	12
	EE DAROUL KHAIRY	77	62	139	6		6		6	6
	EE DIMBAYA	50	41	91	2	2	4	3		3
	EE DOMBONDIR	174	144	318	10		10		10	10
	EE EFA DAROUL KHAIRY	16	25	41		4	4	4		4
	EE KABADIO	277	246	523	12		12	6	6	12
	EE KABEKEL	34	17	51	3		3	3		3
	EE KATABA 1	78	60	138	4	2	6		6	6
	EE KATABA 2	100	102	202	6		6		6	6
	EE KATACK	112	94	206	6		6	4	2	6
	EE KOBA SELETY	55	43	98	3		3	3		3
	EE KOUDIOUBE	105	78	183	6		6		6	6
	EE KOULANDIANG	50	40	90	3		3		3	3
	EE KOULOBORY	52	67	119	2	2	4	1	3	4
	EE KOUNKOUDIANG	55	40	95	3		3		3	3
	EE KOURAM	57	40	97	4		4	4		4
	EE MACOUDA	94	51	145	5		5	3	2	5
	EE MADINA DAFFE	106	85	191	6		6		6	6
	EE MAHAMOUDA DIOLA	105	75	180	6		6		6	6
	EE NIAFRANG	24	25	49	1	2	3		2	2
	EE SAMBOULANDIANG	51	61	112	3		3		3	3
	EE SELETY	411	230	641	12		12	6	6	12
	EE TALLY BOUBESS	15	12	27	1		1	1		1
	EE TAMBACOUNDA	47	39	86	3		3	1	2	3
	EE TAMBOUILLE	52	51	103	3		3		3	3
	EE TOUBA	128	108	236	6		6	3	3	6
	EE TOUBA TRANQUILLE	41	30	71	4		4	4		4
	EE WONIACK	43	35	78	3		3	1	2	3
	EFA DARSALAM CHERIF	104	71	175	4		4	4		4
Total PUBLIC		**3103**	**2531**	**5634**	**168**	**12**	**180**	**68**	**112**	**180**

Pour le Moyen, la Commune compte 06 Collèges d'Enseignement Moyen (CEM) dont 72% des salles de classe sont en abris provisoire. A part les CEM de Séléty et Koudioubé , les autres CEM ont des classes en abris provisoire. L'ouverture récente (2017) d'un CEM, mais non encore équipé à Séléty témoigne de l'engagement des autorités à renforcer l'offre d'éducation. De plus beaucoup de ces CEM ne disposent pas de points d'eau potable ni de blocs sanitaires fonctionnels.

Tableau : Situation du Moyen en 2017

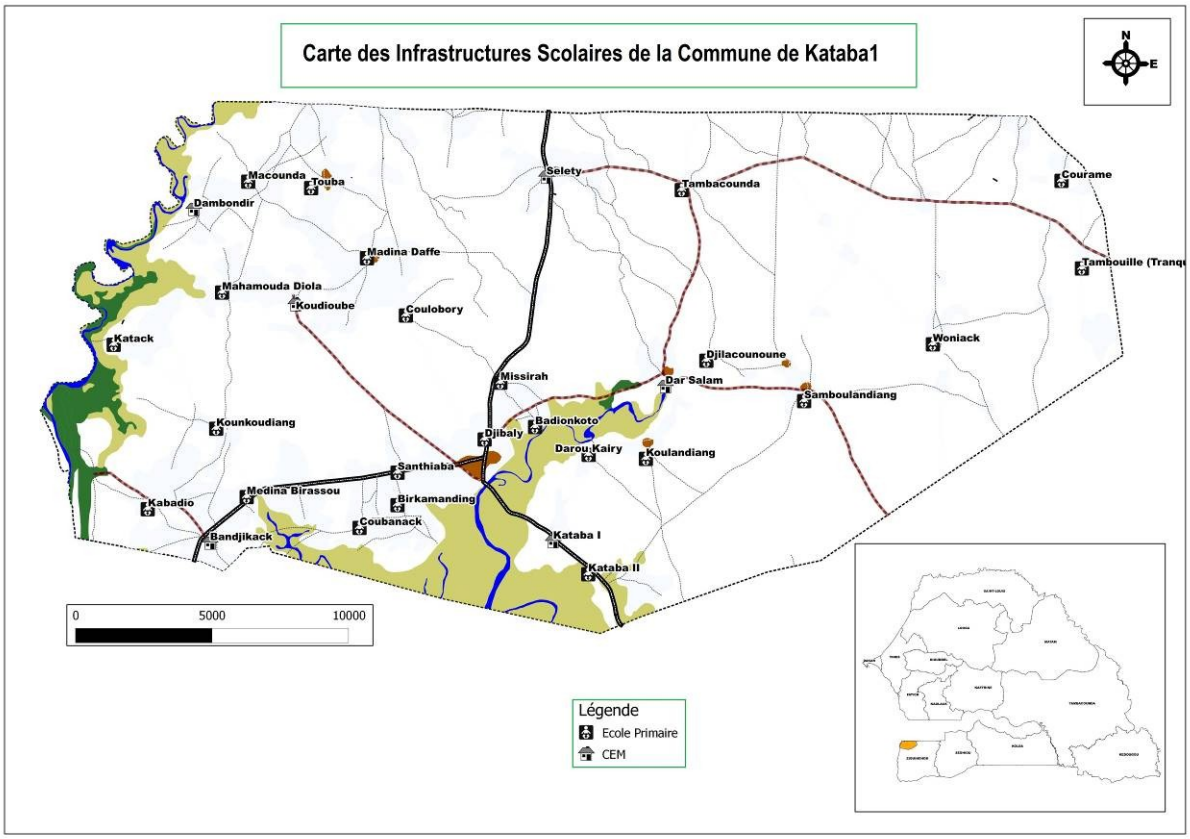
STATUT	ETABLISSEMENTS DU MOYEN	EFFECTIFS			GOUPES PEDAGOGIQUES	SALLES DE CLASSE		
		G	F	T		Abris provisoires	Local normal	Total général
	CEM BANDJIKAKI	274	241	515	12	11		11
	CEM DARSALAM CHERIF	190	164	354	10	9		9
	CEM DOMBONDIR	143	105	248	8	7	1	8
	CEM KATABA 1	123	98	221	5	3	2	5
	CEM KOUDIOUBE	213	123	336	10	10		10
	CEM SELETY	142	116	258	8		8	8
	TOTAL	1085	847	1932	53	40	11	51

Source IA Ziguinchor 2017

Il n'existe pas de Lycée dans la Commune. Ce qui pousse les élèves à rejoindre d'autres Communes avec les problèmes sociaux d'accueil auxquels ils peuvent être confrontés ;

En Formation professionnelle et technique, il n'existe pas d'école de formation professionnelle et technique dans la Commune de Kataba1. Les apprenants peuvent bénéficier tout de même des formations dispensées dans les centres d'Albadar et Abéné (Commune Kafountine).

Au niveau de l'alphabétisation, il existe dans la Commune 05 classes d'alphabétisation (Poukene1, Katack2, Djilacoumoune 1, Couram1). Cependant, non seulement ces classes sont insuffisantes pour la Commune, mais ce ne sont pas en plus des classes construites dédiées à l'alphabétisation.



Carte 3: les infrastructures scolaires de la Commune

- **Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Solutions
• Déficit de salles de classe construites • Peu d'écoles disposent de mur de clôture. • Déficit d'équipement ; • Problèmes d'hébergement ; • Inexistence de Lycée ni de Centre de Formation • Insuffisance de classes d'alphabétisation	• Insuffisance de moyens financiers • Intervention publique relativement insuffisante	• Nombre important d'abris provisoires • Insécurité • Conditions d'étude difficiles ; • Récurrence des abandons scolaires • Problèmes d'orientation scolaire	• Renforcer la construction de salles de classe par l'action publique en réponse à la forte proportion d'abris provisoires. • Renforcer la sécurité des écoles par les constructions de murs de clôture. • Renforcer les équipements dans l'ensemble des établissements ; • Construire un lycée • Construire d'autres écoles maternelles ; • Construire un centre de formation professionnelle ; • Construire des classes pour l'alphabétisation

3.1.3.2. Santé et Action sociale

Placée au cœur des OMD, la santé constitue aujourd'hui une priorité de développement pour nos collectivités locales. Autrement dit, l'amélioration de la santé des populations et surtout des couches vulnérables est un défi à relever.

Dans la Commune de Kataba 1, le diagnostic a fait ressortir une distribution spatiale relativement rationnelle des infrastructures de santé dans le territoire communal. Mais cette répartition est relativisée

par le faible niveau d'accès des populations aux soins de santé et la faible qualité des prestations. En effet, on note dans la plus part des établissements une faible dotation en médicaments mais aussi en matériel pour une prise en charge efficiente des patients. Le personnel de santé est insuffisant. Mais l'enclavement des gros villages et l'inadéquation des moyens de transport de la Commune ne permettent pas d'améliorer l'offre de santé déjà disponible posant ainsi d'énormes problèmes d'évacuation sanitaires. Si le village de Madina Daffé a bénéficié d'une ambulance médicalisée, il n'en est pas le cas pour le reste de la Commune.

Les investissements publics dans ce secteur restent encore faibles malgré les initiatives villageoises en cours (construction en cours de la case de santé et maternité de Bandjikaky….) alors que le faible pouvoir d'achat des populations ne permet par l'installation de structures privées. Enfin, la position géographique de la Commune (carrefour transfrontalier), induit une fragilité à certaines pandémies (VIH/SIDA) alors que ces zones frontalières ne sont pas bien fournies en services de santé.

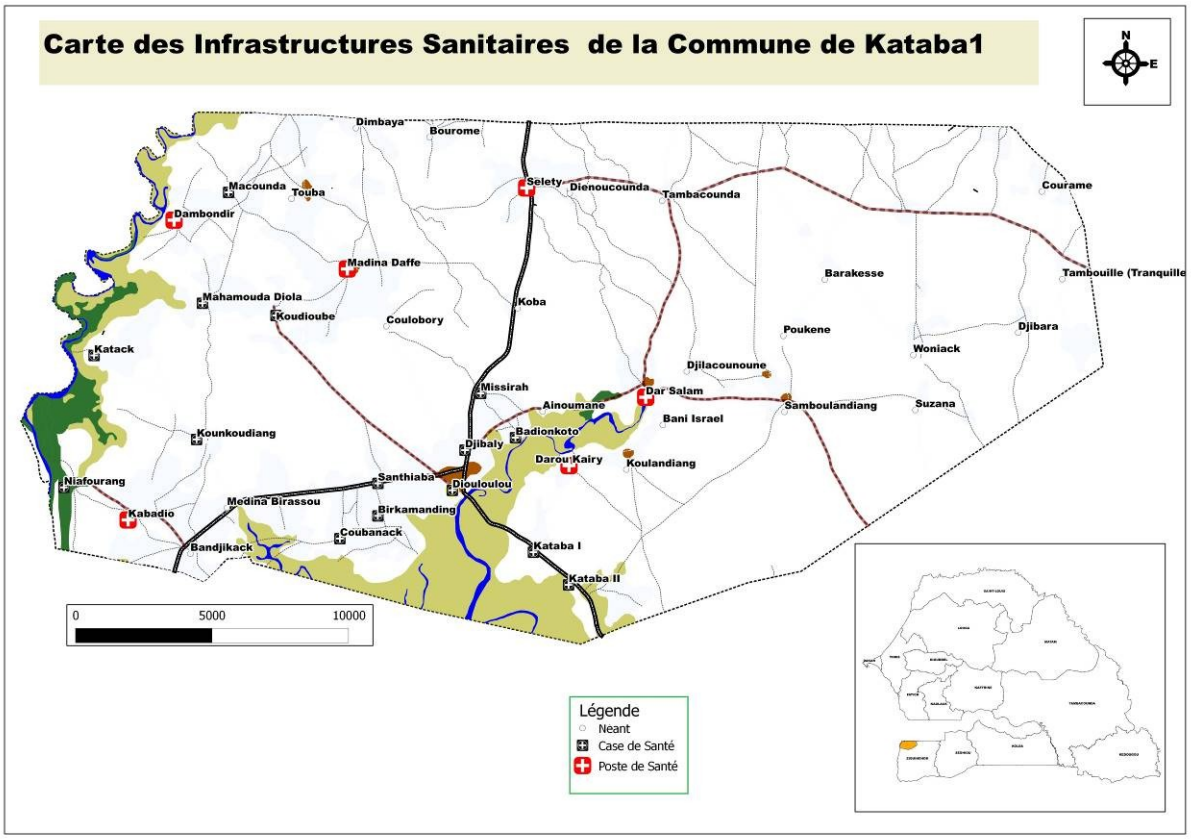
Le personnel de santé est constitué comme suit :

- ✓ Deux infirmiers d'Etat
- ✓ Quatre assistants infirmiers
- ✓ Quatre sages femmes
- ✓ Onze matrones
- ✓ Treize badiènes gokh
- ✓ Trente cinq relais

Les infrastructures de Santé sont comme suit:

- ✓ Six postes de santé
- ✓ Dix cases de santé dont deux en construction
- ✓ Douze maternités dont dix opérationnelles et 02 non opérationnelles

Au regard des normes de l'OMS la couverture médicale est loin de satisfaire les besoins des populations du fait de l'insuffisance du personnel qualifié. Mais le recrutement de sages-femmes et d'infirmiers au niveau des différentes structures par la JICA va améliorer la situation sanitaire. Cependant des efforts doivent être consentis dans la construction d'infrastructures sanitaires modernes. Tout comme l'Education, la carte des infrastructures de santé épouse celle des foyers de peuplement laissant en rade les zones frontalières plus impactées par la crise casamançaise. Toutefois les postes de santé en attente d'équipement (Touba Tranquille) ou en cours de construction (Couram), permettront de résorber une partie du déséquilibre dans la partie du Narang Est où les gens n'hésitent pas à se faire soigner en Gambie.



Carte 4 : carte des infrastructures de Santé

L'Action sociale est effective dans la Commune à travers la Couverture médicale universelle, les Bourses familiales l'Accès aux soins de santé gratuits pour les enfants de moins de 5 ans, la Carte d'égalité des chances, tous des programmes publics en appui aux actions communales limitées par le manque de ressources.

- **Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Solutions
• insuffisance de sages-femmes • insuffisance de de logements d'ICP. • Refus des femmes de se faire consultés par les sages-femmes ; • insuffisance de moyens logistiques • Maternité en abris provisoire. • insuffisance d'équipements médicaux. • Vétusté des murs de clôture. • Déficit de latrines. • Démotivation du personnel communautaire ; • Poste de santé de Madina Daffé en abri provisoire • Déficit de structure dédiée à l'action sociale	• Insuffisance de ressources financières et faible engagement de l'Etat. • Insuffisance de ressources financières. • Manque d'autonomie financière pour leur fonctionnement et pour la motivation des ASC ; • Considérations culturelles	• Surcharge de travail des ICP ; • Accouchements non assistés. • Non assistance à certains malades. • Mobilité réduite des agents de santé. • Difficultés d'évacuation sanitaires. • Insécurité (clôtures). • Manque d'hygiène. • Qualité des soins non optimale	• Encourager le recrutement de la sage femme supplémentaire • Construire des logements d'ICP. • Doter les structures de santé de moyens logistiques. • Doter la Commune d' ambulances. • Renforcer en équipement les différentes structures et y améliorer l'hygiène • Construire ou réhabiliter les murs de clôture des établissements de santé • Motiver le personnel communautaire ; • Recruter, former et renforcer les capacités des matrones ; • Réhabiliter les cases de santé endommagées pour améliorer l'offre en structure de santé • Rendre opérationnelles les maternités non fonctionnelles • Construire des postes de santé (Samboulandiang, Madina Daffé) ; • Sensibiliser les femmes pour faciliter les consultations

3.1.3.3. Sport, Jeunesse, culture et loisirs

La Commune de Kataba 1 compte une importante population juvénile. Mais sur le plan professionnel, même s'il existe de réels potentiels pour les jeunes de mener des activités rémunératrices dans la Commune, le diagnostic montre, cependant, un important taux de sous-emploi. Cela signifie qu'il existe un réel déficit de formation et une insuffisante exploration des possibilités économiques offertes par le contexte local. Ce contexte pousse les jeunes à l'exode à la recherche de lendemains meilleurs. Pour la majorité de ceux qui sont restés dans la Commune, l'essentiel de leurs activités tourne autour de l'organisation de tournois de football et de manifestations culturelles (soirées dansantes). Ces tentatives d'animations initiées par les jeunes pour leur épanouissement ne bénéficient pas assez d'un soutien de la part des autorités locales. Car les équipements et subventions accordés aux activités des jeunes sont jugés insuffisants par ces derniers.

A ces difficultés, s'ajoutent le manque criard de communication et promotion des groupes culturels. De plus, on note une insuffisance voire absence de formation professionnelle, de partenaires pour le financement et encadrement de leurs projets.

Néanmoins, il faut noter que la jeunesse bénéficie de quelques infrastructures sportives (terrain omnisport municipal aménagé) et socio-culturelles 05 foyers de jeunes dont 03 déjà construits (Kabadio Bandjikaky ce Dombondir) et 02; en cours de réalisation (Katack et Koubanack) favorables au développement social de la Commune. Toutefois, il faut noter que ce nombre est très insuffisant au regard de cette importante population juvénile.

- **Tableau de Synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Solutions
• Déficit d'infrastructures et d'équipements sportifs adéquats • Faible encadrement et formation en matière d'animation culturelle ; • chômage important des jeunes ; • Manque de formation de manière générale; • Manque d'information des jeunes sur les structures de prise en charge des jeunes ; • Non reconnaissance des associations de jeunes pour bénéficier de fonds et investissements ; • Cantonnement aux activités sporadiques	• Manque de moyens matériels et financiers • Absence d'initiatives de politique de promotion des activités culturelles ; • Manque de prise d'initiatives locales d'exploration des opportunités d'activités génératrices de revenus (AGR) offertes par le milieu ; • Manque de récépissé	• Mauvaise organisations des jeunes • Faibles activités d'animation culturelles ; • Exode rural ; • Sous-emploi	• Aménagement et clôture de terrain de sports dans d'autres villages • Améliorer les équipements du terrain municipal • Construction et équipement de foyers socio éducatifs ; • Former les jeunes à la formulation, et gestion des projets ; • Inciter les jeunes à s'intéresser aux activités économiques ; • Inciter les jeunes à se formaliser par la recherche de récépissé ; • Construire des infrastructures sportives pour les autres sports dans le terrain omnisport

3.1.3.4. Hydraulique

L'approvisionnement en eau de la Commune de Kataba 1 se fait essentiellement à partir des puits notamment des puits traditionnels dont beaucoup sont profonds et tarissent en saison sèche.

La Commune ne dispose que d'un seul forage qui ne dessert que le village de Daroul Khaïry et dont les capacités de production journalière ne peuvent couvrir les besoins en eau des autres villages. La qualité de l'eau est jugée bonne par les populations même si par endroits on note la remontée de la langue salée (Zone Kabadio) qui altère la qualité de l'eau.

Le niveau d'équipement en infrastructures hydrauliques est donc très faible, expliquant la non satisfaction des besoins en eau pour les usages domestiques, agricoles et pour le cheptel. Le Narang-Est est dans un besoin chronique d'accès à l'eau, et d'ailleurs, Bourome est alimenté en eau par un forage gambien qui est régulièrement en panne. A noter aussi l'avancée de la langue salée dans les villages en bordure de mer (Dombondir, Katack). Certains villageois sont approvisionnés en eau par le forage de Diouloulou.

Ainsi, la densification du réseau d'adduction, la construction de puits modernes, de forages dans les zones dépourvues et la mise en place et renforcement de capacités des OFOR sont indispensables pour améliorer l'approvisionnement en eau des populations pour les usages domestiques et agricoles.

A ce jour, la Commune a bénéficié de 04 projets de forages (en cours de réalisation) avec le PUDC pour les localités de Dar-Salam Chérif, Dombondir, Kataba 1 et Séléty. Le PUMA prévoit de construire un forage à Kabadio.

- **Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Solutions
• Recule de la nappe phréatique • Salinité de la nappe dans les villages proche du marigot et de la mer • Non satisfaction de la consommation agroalimentaire • Non satisfaction de la consommation domestique	• Baises de la pluviométrie • La sécheresse et mauvaise gestion des ouvrages • Pas d'abreuvoir • Assèchement des points d'eau • Coût élevé de l'abonnement et du m^3 d'eau (350 f CFA le $m^{3)}$	• Difficulté d'alimentation en eau des ménages • Difficulté d'alimentation en eau du bétail • Exposition au risque de maladies	• Renforcer les infrastructures hydrauliques et densifier l'adduction d'eau • Construire des abreuvoirs pour le bétail • Baisse du prix du m^3 d'eau • Extension et densification du réseau hydraulique vers les périmètres horticoles;

3.1.3.5. Assainissement

De manière générale, le diagnostic montre que le niveau d'équipement en infrastructures d'assainissement est très faible. On note des efforts de la Commune dans la construction de latrines dans certaines infrastructures sociales. Le problème d'assainissement est aussi bien ressenti dans les ménages. En effet, au niveau des ménages, l'essentiel des latrines existantes sont traditionnelles et ne répondent pas aux normes. Le village de Niafrang est le plus touché par les difficultés d'accès aux infrastructures d'assainissement modernes.

Il faut noter qu'il n'existe pas de système d'évacuation des eaux de pluies et des eaux usées encore moins de collectes des ordures ménagères qui sont soit jetées dans la nature soit incinérées.

Mais aujourd'hui, le sous-secteur de l'hygiène et de l'assainissement a connu une petite amélioration avec le programme « ACCES » qui intervient dans la construction de latrines familiales améliorées et des édicules publics pour lutter contre les défections dans la nature, avec une participation financière de chaque ménage dans 06 villages tests (Kataba1, Kataba2, Daroul Khaïry, Koulandiang, Koubanack, Madina Birassou). Il existe deux types de latrines à 175 000F et 95 000F. Cependant la couverture du programme est largement impactée par le faible pouvoir d'achat des populations qui jugent le coût d'exécution très élevé.

- **Tableau de synthèse des principales** contraintes et hypothèses de solutions

Contraintes	Causes	Conséquences	Solutions
• Pas de mode d'évacuation des eaux usées de pluies et de collecte des ordures ménagères • insuffisance d'équipement et infrastructure d'assainissement • Inexistence de systèmes de traitement des eaux usées et de valorisation des ordures ménagères	• Absence de plan d'assainissement • Faute de moyens financiers ; • Manque de sensibilisation sur la gestion des ordures • prépondérance de latrines traditionnelles	• Maladies • Insalubrité • Mauvaise gestion des ordures ménagères • Pollution de l'environnement	• Elaboration et mettre en œuvre un plan d'assainissement dans la Commune ; • Formation /sensibilisation de la population en système de traitement et gestion des ordures ménagères ; • Mettre en place un programme d'urgence d'accompagnement de Niafrang pour faciliter l'accès aux latrines modernes ; • Aménager un dépôt d'ordures communal ; • Mettre en place un système de gestion des ordures ménagères ; • Faciliter l'accès aux latrines modernes

3.1.3.6. Urbanisation, Habitat et Cadre de Vie

L'amélioration de l'habitat et du cadre vie dans la Commune de Kataba 1 se heurte au faible niveau de revenus des populations et à la faiblesse des investissements publics. En effet, on constate une augmentation progressive de la population qui contribue à l'expansion des villages. Alors que le lotissement, l'installation de réseaux d'assainissement, d'adduction en eau potable, l'électrification ne suivent pas le rythme l'urbanisation.

De plus l'absence d'un Plan d'Aménagement et d'Occupation des Sols (PAOS) et l'insuffisance de lotissements (seul Kataba 2 est lotis et une vingtaine de villages sont alignés) se manifestent par une occupation relativement anarchique de l'espace. Ces déficiences ont des conséquences sur la santé publique (prolifération des maladies d'origine hydrique) et sur la cohésion sociale (exacerbation des conflits fonciers).

La Commune pour se développer durablement doit aménager son espace à travers tous les villages, dans le but de valoriser le potentiel économique immense dont elle regorge et de lutter contre l'habitat spontané et anarchique. Pour cela, un PAOS puis un Lotissement deviennent nécessaires.

- **Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Solutions
• Vente illégale de terrain • Non respect de tous des procédures d'autorisation de construire • Spéculation foncière • Réticence des populations au lotissement	• Défaut de sensibilisation • Développement du tourisme • Tradition et culture (hospitalité) • Défaut de plan de lotissement	• Mauvaise occupation de l'espace • Difficultés d'accès à la terre • Non respect des normes de construction • Cadre de vie non attractif • Inondation des maisons à proximité de la route • Manque de recettes	• Concertation entre la population et le Conseil Municipal pour l'élaboration d'un PAOS et les lotissements • Inciter à l'acquisition des permis de construire • Plan de lotissement • Construire des latrines modernes dans tous les villages de la Commune

		municipales générées par les procédures de construction	

3.1.4. Coopération Décentralisée

La Coopération Décentralisée se résume dans la Commune par des interventions étrangères en relation directe avec les populations dans la plus part des cas.

Le Conseil Municipal, en tant que porte d'entrée de la collectivité locale gagnerait à mieux harmoniser les interventions dans son territoire, en favorisant le dialogue avec les villages bénéficiaires des interventions actuelles pour une maîtrise des actions menées dans la Commune et une meilleure répartition de ces interventions, afin d'assurer un équilibre dans l'implantation des infrastructures et dans l'appui des populations.

3.1.5. Paix et Cohésion Sociale

Pour ce qui concerne les conflits, il est évident que celui armé qui perdure en Casamance affecte encore les populations de la Commune qui fut l'épicentre du conflit (plusieurs bases de rebelles). Ce contexte a engendré le déplacement des populations vers d'autres localités, notamment la Gambie. Aujourd'hui, bien qu'on note le retour progressif des populations lié à un apaisement du contexte depuis quelques années, l'insécurité règne toujours et impacte négativement sur la mobilité des biens et personnes.

Les différents problèmes identifiés dans la Commune de Kataba1 sont aussi ceux relatifs au foncier (spéculations foncières ; le retour des populations déplacées ; les problèmes de limites entre villages, quartiers et familles ; les frontières avec la Gambie) et aux conflits entre éleveurs et agriculteurs. Aussi les familles ou propriétaires terriens sont très souvent réticents quand il s'agit de céder un terrain pour l'intérêt communautaire.

La gestion de l'occupation des sols et l'instauration d'un dialogue social seraient des solutions pour une meilleure cohésion sociale dans la Commune. Il faut noter aussi le rôle important que joue l'ASAPID dans l'instauration de la Paix avec la réinsertion des populations en retour (dans l'aviculture, l'apiculture…), la réhabilitation des infrastructures sociale et dans le dialogue social. Le CICR intervient aussi auprès de ces populations vulnérables, tout comme le PAM.

Cependant ces efforts doivent être renforcés par la mise en place de programmes d'accompagnement (constructions d'infrastructures sociales et économiques, renforcement de la sécurité et du dialogue social) pour faciliter le retour et la réinsertion des déplacés.

- **Tableau de synthèses des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Solutions

• Recrudescence des conflits sociaux ; • Difficultés d'insertion et d'intégration des retournés	• Difficultés de gestion du foncier et d'aménagement de l'espace ; • Insécurité • Insuffisance d'infrastructures sociales et économiques dans les zones de retour	• Mobilité des biens et personnes réduite ; • Accès difficile aux services socio-économiques ; • Réinsertion et réintégration difficile ; • Délitement des liens sociaux	• Relancer les activités sociales et économiques ; • Aménager l'espace pour faciliter le retour ; • Renforcer la sécurité

3.1.6. Dynamique organisationnelle

3.1.6.1. Les groupements de promotion féminine (GPF)

La Commune compte plus de trente-cinq (35) Groupements de Promotion Féminine

D'une manière générale ils constituent les principales entités qui œuvrent pour le bien être des femmes. Ils interviennent le plus souvent dans le domaine du maraîchage, de la teinture, de la transformation, de la savonnerie et la poterie. Le mode de financement est acquis à partir des contributions de ses membres, des subventions de partenaires régionaux et nationaux, mais aussi des profits tirés des activités génératrices de revenus.

Ils sont souvent constitués de femmes âgées de 25 ans et plus, mariées comme célibataires et ressortissant d'un même quartier ou d'un même village. Ce sont des groupements dont la taille dépend de la taille du village (25 à plus de 100 femmes).

- **Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Solutions
• Déficit de moyens d'allègement des travaux • Déficit d'encadrement et de formation ; • Querelles intestines • Difficultés de dérouler leurs activités ; • Difficultés d'organisation	• Manque d'appui financier et technique • Mauvaises gestion des équipements • Absence de politique de prise en charge ; • Difficultés de management des organisations féminines ; • Accès difficile au crédit et sources de financement ; • Emiettement en petits GPF	• Conditions de travail difficiles • Faible productivité	• Dotations d'équipements et de matériels pour le développement des AGR • Renforcement des capacités ; • Inciter les femmes à se regrouper en GPF par village pour faciliter la coordination ; • Faciliter l'accès au crédit et sources de financement

3.1.6.2. Les Groupements d'Intérêt Economique (GIE)

A l'échelle de la commune, il existe toute une gamme d'organisations (GIE de quartiers, de jeunes, de femmes, de corporation) aux ambitions parfois convergentes mais au fonctionnement souvent divergent.

Les groupements émergent généralement des quartiers. L'effectif d'un GIE est variable pouvant aller jusqu'à 25 membres voire même plus. Le mode d'adhésion est flexible. Il se fait le plus souvent par affinité ou par appartenance à la même famille. Les deux genres sont généralement présents mais avec une prédominance masculine. On dénombre environ 40 GIE dans la Commune.

Au-delà de l'entraide, l'objectif visé par ces groupements est souvent la recherche du profit à travers les activités génératrices de revenus et le développement de leur terroir. Les domaines d'intervention sont

aussi diverses que variés et concernent le maraîchage, l'arboriculture, la transformation, la teinture et le petit commerce, le commerce général.

Les financements sont acquis à partir d'un fond constitué par les membres du groupement à travers des cotisations ou par un appui financier provenant d'apport extérieur sous forme de prêts remboursables ou de subventions.

Toutefois, en dépit de leur dynamisme et du rôle important qu'ils jouent, ces groupements connaissent des difficultés qui limitent considérablement leurs activités, comme le déficit en formations, en moyens financiers, en équipements matériels.

- **Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèse de solutions
• Difficultés d'exercer les activités (teinture, transformation etc) • Difficultés d'écoulement des produits • Difficulté d'accès à des crédits • Insuffisance de formation adéquate • Les querelles intestines • Faible capacité de recouvrement des GIE	• insuffisance de moyens financiers et matériels • Absence de marchés fonctionnels • Non planification de la production	• Réduction du pouvoir d'achat • Perte de revenus • Faible qualité dans les services ou produits proposés • Mauvaise gestion • Perte de confiance des organismes de crédit	• Construction et équipement de locaux adaptés aux activités • Appui des partenaires pour le financement des activités • Création de marché hebdomadaire • Organisation des producteurs en fédération • Renforcement de capacités techniques et en gestion

3.1.6.3. Les Associations religieuses

La commune de Kataba1 compte plusieurs associations religieuses soit de confession musulmane ou chrétienne. Chaque village est organisé à travers ses Dahiras, comités de Gamou, Communauté Catholique et autres associations de cultes (au moins une association par village). L'importance de l'effectif de ces associations est variable selon les localités de la Commune. Tous les genres sont représentés et regroupent aussi bien les populations des villages restées sur place que celles vivant à l'extérieur du terroir.

Les associations interviennent généralement dans l'organisation en autres de manifestations religieuses (Gamou), la construction, la gestion et la préservation des lieux de cultes. En même temps elles s'associent aux actions menées et événements organisés dans les village en dehors du cadre religieux.

Elles financent les activités à partir des cotisations des membres et des subventions reçues de tierces personnes et de bonnes volontés. Avec une importante contribution des ressortissants de la diaspora.

- **Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Solutions

• Manque de moyens financiers ; • Difficultés de fonctionnement	• Difficulté de collecte des cotisations • insuffisance de partenaires ; • faible exploration des AGR	• faible participation au développement •	• Cotisations régulières (tous les ressortissants) • Développement d'activités génératrices de revenus ; • Appuyer les associations religieuses

3.1.6.4. Les Associations Sportives et Culturelles (ASC)

La commune compte plusieurs associations sportives et culturelles. Chaque village est organisé à travers ses jeunes en ASC. On en compte au moins 40. L'importance de l'effectif des membres pour une ASC donnée dépend de la taille de la population duvillage. L'effectif pour chaque ASC dépasse largement les 100 membres. Ces ASC œuvrent au développement de leurs villages et à l'unité des populations villageoises, cela à travers le sport et la culture. Au niveau de chaque village il existe à l'intérieur des quartiers une association pour mener des actions d'investissement humain ou d'appui aux travaux champêtres et rizicoles.

Il faut noter que ces ASC manquent considérablement d'appui pour mener à bien leurs activités.

▪ Tableau de synthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions

Contraintes	Causes	Conséquences	Solutions
• Difficultés de mener les activités ; • Non reconnaissance ; • Faible pratique d'activités culturelles ; • Querelles intestines	• Manque de récépissé • Insuffisance de moyens financiers • Difficultés de management des ASC ; • Délaissement de la culture ; • Insuffisance de d'infrastructures sportives et culturelles	• Faible dynamisme	• Construire des infrastructures socio-culturelles ; • Construire des infrastructures sportives pour les autres disciplines ; • Inciter les ASC à se formaliser ; • Renforcer les capacités des leaders des ASC ; • Inciter les ASC à promouvoir la culture

3.1.6.5. Autres associations de développement communautaire

La Commune compte plusieurs associations à vocation socio-économique : MIFTA, COPEX (coopérative des exploitants du Sud), APE, CODEC, CGE, UCGE, ASAPID, APAD. Les relations entre les acteurs sont dans une large mesure complémentaires, les domaines ou axes d'intervention étant variés même si l'on note des chevauchements ou des surcharges, les cibles étant parfois identiques. Les populations se trouvent, par conséquent, assez sollicitées, surtout les leaders. Ces associations jouent un rôle important dans la Commune. Elles permettent de trouver des réponses collectives aux problèmes individuels des populations.

Le Congrès est une association villageoise (disposant d'un statut juridique) de développement intervenant dans tous les secteurs de la vie socio-économique de la population. Il regroupe l'ensemble des habitants, résidents et ressortissants. Il dispose d'une Assemblée Générale qui se réunit une fois par année ou en cas de besoin (de façon extraordinaire). Il est dirigé par un bureau exécutif élu lors de l'Assemblée Générale. Le bureau se réunit périodiquement. Le congrès est structuré en sections dont le village en constitue la section locale. La création d'une section dépend du nombre de ressortissants du village dans une localité (ville en général). La cotisation des membres est la principale source de revenu du Congrès. Le montant est annuel et, selon le village, il est fixé en fonction de critères dont : le statut (travailleur, chômeur, étudiant, élève), l'âge, le sexe et parfois la section. Dans certains villages, le montant est annuel et est défini par section qui, à son tour, fixe la proportion qui revient à chaque membre.

Les **APE** constituent un appui essentiel pour le conseil communal dans la prise en charge de certaines préoccupations scolaires, telles que la construction et l'équipement de salles de classe, de latrines, la réhabilitation de salles de classes, aussi bien que la dotation de fournitures scolaires.

Le comité local de concertation des organisations des producteurs (**CLCOP**) mis en place par l'ANCAR est très actif dans la commune. Il s'agit d'un cadre qui œuvre pour une meilleure intégration aux politiques et programmes de développement local des populations.

Il existe également des organisations inter villageoises qui s'investissent autant pour le développement de la Commune.

Les relations entre les différents acteurs sont largement dominées par l'appui institutionnel, pédagogique ou financier de la part des intervenants extérieurs, qu'ils soient régionaux ou nationaux.

- **Tableau de ssynthèse des principales contraintes et hypothèses de solutions**

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèse de solutions
• Difficultés de mener correctement les activités	• Insuffisance des moyens financiers au regard des besoins sociaux • Insuffisance d'équipements et de locaux adéquats	• Faible prise en charge des préoccupations des populations à la base	• Développer le partenariat dans le cadre de la coopération décentralisé et des organismes d'appui au développement • Acquisition de locaux fonctionnels

3.1.6.6 Les organismes d'appui au développement (ONG, Projets ou Programmes de l'Etat)

Les organismes d'appui au développement sont assez nombreux à intervenir dans la Commune de Kataba1. Nous avons noté la présence de l'USAID à travers le Programme ACCES (eau et

assainissement) ; l'UNICEF ; Le PNDL, PUMA, PUDC, JUSTICE & DEVELOPPEMENT, CONCERN UNIVERSAL, MUSLIMS HANDS, NOUROU BINACO, PPDC, PADEC, PADA, PAM, CICR etc

En collaboration avec la municipalité ou en directe avec les populations, ces projets et programmes interviennent pour la plupart dans les domaines de l'éducation, l'hydraulique, l'agriculture, la gouvernance locale etc. cependant certaines organisations interviennent de manière directe. La Commune doit créer un cadre permettant de capitaliser toutes les interventions dans son territoire.

L'existence des projets et programmes bénéficie de la présence d'une importante ressource humaine assez instruite, facilitant l'appropriation des actions par les populations locales.

Situation des interventions des Organismes d'appui dans la Commune :

Partenaire	Domaine d'intervention	Exemples de réalisations	Période de réalisation
USAID/ACCES	Eau et Assainissement	Latrines et fonçage de puits	En cours
UNICEF	Education, Eau, Assainissement	Equipement scolaire, fonçage de puits, latrines	En cours
PNDL	Gouvernance locale	Développement local et Investissements	En cours
PUMA	Education, Santé (Accès aux services sociaux de base)	Poste de santé Couram, Ecole à Touba Tranquille	En cours
PUDC			
JUSTICE & DEVELOPPEMENT			
CONCERN UNIVERSAL (Partenaire de ASAPID association locale)	Environnement	Mise en aménagement participatif des Forêts communautaires	En cours
MUSLIMS HANDS et NOUROU BINAKO	Action sociale, Eau (dans les écoles)	Assistance aux orphelins, et familles en situation précaire	En cours
PPDC	Infrastructure socio économique	Projet de Mini plateforme a Bandjikaki	En cours (Délibération terrain faite)
PADEC	Organisation filières		Projet en fin d'exécution
APAD/COSPE	Arboriculture et transformation	Organisation des planteurs et de la transformation des produits locaux dans l'Arrondissement de Kataba1	En cours
PAM	Sécurité alimentaire	Nourriture contre la construction de digues anti sel	En cours

CICR	Réinsertion sociale, Santé, Eau	Réinsertion sociale des personnes déplacées par le conflit casamançais, construction de cases santé, fonçage de puits	En cours

3.1.7. Gouvernance Locale

3.1.7.1. Diagnostic institutionnel

*3.1.7.*1.1. Le Conseil Municipal

Il est composé de 46 membres inégalement réparti en genre (22 femmes/46 membres) et la moyenne d'âge est relativement jeune (environ 40 ans). Les Commissions épousent les domaines de compétence de la Mairie. En termes de niveau d'instruction on dénombre 07 universitaires dont 01 Etudiant et 6 Enseignants. On peut noter un niveau d'instruction relativement et globalement bas, et une concentration des universitaires dans une seule classe socio professionnelle, car 06/07 sont des enseignants. Cette situation sera déterminante dans la capacité interne du Conseil Municipal à mettre en œuvre son PDC, lequel épouse plusieurs axes d'orientation et, d'autant plus que l'expertise manque au niveau des services techniques communaux. Cependant, on peut noter que ce Conseil fonctionne normalement car en dehors des cessions (budget, planification, autorisations spéciales…) le Conseil se réunit chaque fois que de besoin pour diligenter les dossiers (des fois jusqu'à 3 fois / mois en fonction des contextes). En outre, au niveau des Commissions, il faut noter que ce sont les commissions Domaniale, Education et Santé qui se réunissent de manière plus régulière et élaborent des PV.

*3.1.7.*1.2. Les services Techniques Communaux

Ils sont composés de :

- ✓ Une Secrétaire Municipale
- ✓ Quatre ASP
- ✓ Un chauffeur
- ✓ Quatre agents contractuels (02 Etat Civil et 02 Collecte de recettes)

Au regard de cet effectif et des profils, il est aisé de conclure que le Conseil Municipal aura besoin pour la mise en œuvre de son PDC d'une forte implication des élues et de mobiliser une expertise extérieure en fonction des actions à mener dans le cadre du PDC.

*3.1.7.*1.3. Le cadre de Concertation

Il existe dans la Commune un Cadre de Concertation opérationnel qui constitue un relais au Conseil Municipal dans la gouvernance locale. Il a été renouvelé le 20 Avril 2017 et dénombre (88) membres dont (23) femmes. Pour créer le Cadre de Concertation et s'assurer qu'il prenne en compte la

représentativité de toutes les composantes de la Commune (population, village, zone) il a été créé d'abord des Conseils Consultatifs Villageois (35), puis ces Conseils Consultatifs Villageois se sont réunis pour créer à l'échelle zonale des Conseils Consultatifs Zonaux (05), lesquels ensuite ont permis de mettre en place le Cadre de Concertation qui en son sein, renferme (01) Bureau et (08) Comités.

Ces Comités sont ainsi dénommés :

- ✓ Accès au Services Sociaux de Base
- ✓ Filières et Activités Génératrices de Revenus
- ✓ Coopération Décentralisée
- ✓ Genre et Equité
- ✓ Désenclavement
- ✓ Environnement et Ressources Naturelles
- ✓ Communication, Animation, Formation
- ✓ Paix et Gestion des Conflits

Cependant, ces comités ne sont pas très fonctionnels. Faute de moyens financiers pour prendre en charge les rencontres des membres, les Comités se rencontrent de manière sporadiques (lorsqu'il y'a des problèmes). Ceci ne favorise pas une certaine dynamique du Cadre de concertation lequel en fin de compte ne joue pas pleinement sont rôle pour un meilleur fonctionnement en amont du Conseil Municipal. Il faut par conséquent une meilleure prise en compte dans le Budget des besoins financiers et matériels du fonctionnement du Cadre de Concertation à travers les Comités avec une bonne planification des rencontres thématiques des membres et un meilleur reporting vers le Cadre de Concertation et enfin au bénéfice d'une bonne tenue des cessions du Conseil Municipal.

*3.1.7.1.4.***Evolution budgétaire**

Par ailleurs on a pu constaté une évolution des efforts des autorités municipales dans la prise en charges des questions sociales et des besoins d'investissement dans la Commune avec une augmentation des exécutions budgétaires entre 2014 et 2016 de l'ordre de 141 % en Fonctionnement et de 185 % en Investissement. Toutefois des efforts importants seront encore nécessaires en interne, dans la mobilisation de l'Etat et du partenariat pour dérouler le PDC.

IV- PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

4.1. Vision de développement de la Commune de Kataba1

Les acteurs de la Commune de Kataba1, en référence au bilan diagnostic de leur Commune, retiennent comme vision de développement local : Faire de la Commune de Kataba1 une zone de forte production

agricole, avec une forte capacité de transformation industrielle, qui lui permet de polariser des flux commerciaux transfrontaliers.

4.1.1. Objectif global et Orientations stratégiques de Développement de la Commune de Kataba1

Il s'agit pour la commune de développer une grande industrie et une forte commercialisation à partir de sa production agricole, forestière et la qualité de son potentiel humain.

En effet, la Commune de Kataba1 entend occuper une place importante dans la mise en œuvre du Plan Départemental Développement de Bignona. Elle fonde son ambition sur le potentiel agricole dont elle regorge (cultures céréalières et de rente, arboriculture), et la dynamique de ses organisations paysannes. Les possibilités de transformation qu'offre l'Unité de transformation et de conditionnement « COPEX Sud » permettent à la Commune de renforcer en amont sa production de fruits et d'assoir une dynamique autour de ses potentialités d'exportation.

L'objectif global est décliné dans le Plan d'Actions Prioritaires en Trois Orientations Stratégiques (ou axes) : (1) Accroitre l'économique local et impulser une dynamique de croissance (2) Développer les services communaux pour une meilleur mise en valeur du capital humain (3) Renforcer la gouvernance locale, la paix et les équilibres sociaux

Ces orientations sont déclinées en objectifs spécifiques sectoriels, et pour chaque objectif spécifique sectoriel en lignes d'actions à mener avec un échéancier.

4.1.2. Le Plan d'Actions Prioritaires 2018-2023 de la Commune de Kataba 1

Orientation stratégique N°1 : Accroitre l'économique local et impulser une dynamique de croissance										
Secteur	**Objectifs Spécifiques (OS) sectoriels**	**Actions**	**Localisation**	**Coûts**	**Echéancier**					
					2018	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Agriculture	**OS1:** Augmenter les surfaces cultivables, rizicoles et la production agricole de la Commune	Construire des digues anti-sel et autres ouvrages de rétention d'eau	Katack, Mahamouda2, Dombondir, Macouda Touba,	37 000 000		x	x	X		
			Kabadio, Niafrang, Kouncoudiang, Bandjikaky, Madina Birassou	36 000 000		x	x	X		
		Aménager les vallées	Katack, Mahamouda2, Dombondir, Macouda Touba	75 000 000		x	x	X		
			Kabadio, Niafrang, Kouncoudiang, Bandjikaky, Madina Birassou	33 750 000		x	x	X		
			Darou Khairy Koulandiang, Darsalam Shérif, Kataba1, Tambacounda	20 000 000		X				
		Aménager des parcours du bétail	Zones	12 500 000	x					

		Sensibiliser les populations sur les méthodes culturales à haut rendement et à forte productivité	Commune	15 000 000	x	x	x	x	x	x
		Mettre à la disposition des agriculteurs des intrants à haut rendement	Commune	5 000 000	x					
		Faciliter l'achat du matériel agricole (Tracteurs, motoculteurs et petits matériels)	Commune	12 000 000	x					
		Lutter contre les insectes ravageurs	Commune	3 000 000	x					
		Aménager des zones de cultures de contre saison	Chaque zone	10 000 000	x	x				
		Remembrer ou restructurer les terres au niveau des vallées pour faciliter la mécanisation	Zones de vallées	100 000 000	x	x	x	X	x	x
		Aménager des espaces agricoles par filière	Chaque zone	14 000 000	x	x				
	OS2 : Avoir des infrastructures modernes couvrant les différents besoins de l'agriculture	Construire des magasins de stockage	Chaque zone	25 000 000	x	x				
		Construire des fourrières dans chaque zone	Zones	8 000 000	x					
		Faciliter l'accès à la terre pour les femmes et les jeunes	Commune	PM	x	x	x	X	x	x

	OS3 : Disposer d'acteurs agricoles organisés et formés dans le domaine	Organiser les agriculteurs en filières	Commune	PM	x					
		Former les agriculteurs à la multiplication et la diversification de la semence locale	Commune	PM		X	X	X	X	X
		Faciliter l'accès au crédit et sources de financement aux agriculteurs	Commune	PM	x					
		Renforcer l'effectif des conseillers agricoles mis en place par l'ANCAR	Commune	PM	x					
		Former et encadrer les arboriculteurs	Commune	12 000 000	x					
Elevage	**OS1 :** Moderniser et développer le secteur de l'élevage	Développer l'apiculture	Commune	5 000 000	x					
		Mettre en place des équipements modernes : (Abreuvoirs, Forage etc)	Zone Narrang Est et Zone Kabadio	15 000 000	x					
			Zone Narrang Ouest et Zone Daroul Khairy	15 000 000		x				
			Zone Selety	13 000 000			x			
		Mettre en place des fourrages	Zone Kabadio	PM	x					
			Zone Selety et Narrang Ouest	PM		x				
			Zone Darsalam	PM			x			
			Narrang Est	PM						x

		Amélioration la pratique de l'aviculture dans la Commune	Commune	PM	x					
	OS2 : Disposer dans la Commune d'acteurs organiser et formés dans le domaine de l'élevage	Créer des coopératives d'éleveurs	Commune	PM	x					
		Affecter des vétérinaires qualifiés dans la Commune	Commune		X					
		Former des agents de développement rural pour appuyer le vétérinaire de Diouloulou et renforcer les capacités d'intervention (moyen de déplacement)	Commune	PM	x	x	x	X	x	x
		Créer un cadre de concertation entre éleveurs et agriculteurs	Commune	PM	x					
		Renforcer les capacités des éleveurs	Commune	PM	x	x	x	X	x	x
	OS3 : Améliorer la qualité du cheptel	Promouvoir l'insémination artificielle et en assurer le suivi	Commune	3 000 000		x				
Agroforesterie	**OS1 :** Permettre une régénération de la forêt et préserver durablement les ressources forestières	Sensibiliser les populations sur la gestion durable des ressources forestières	Commune	1 000 000	x					
		Mettre en place des périmètres villageois	Commune	4 000 000	x	x	x			

		Equiper et organiser les comités de lutte contre les feux de brousses	Commune	3 000 000	x	x	x	X	x	x
		Accroitre les activités de restauration des forêts	Commune	PM	x	x	x	X	x	x
		Aménager toutes les forêts de la Commune et avec des pare-feux	Commune	15 000 000	x	x	x			
		Appuyer techniquement et financièrement les organisations des comités forestiers, planteurs et pépiniéristes	Commune	6 000 000	x	x	x	X	x	x
Pêche	**OS1:** Assoir un système de préservation durable de la ressource halieutique	Délimiter les aires de reproduction avec l'appui des services techniques déconcentrés	Kabadio,	PM	x					
			Katack	PM		x				
			Bani Israel	PM			x			
		Promouvoir les activités aquacoles	Zone Samboulandiang	PM		x				
		Accroitre les activités de reboisement de la mangrove	Commune	PM	x					
	OS2 : Disposer d'acteurs formés et d'infrastructures modernes	Former les acteurs de la pêche	Commune	PM	x	x	x	X	x	x
		Construire des unités de conservation et quais de débarquement	Koubanack	PM	x					
			Kabadio	PM		x				

			Dombondir	PM			x			
		Construire des marchés au poisson	Bandjikaky, Touba Tranquille	5 000 000	x					
			Kabékel	5 000 000		x				
			Samboulandiang,	5 000 000			x			
		Faciliter l'accès au crédit pour l'acquisition de pirogues motorisées	Commune	PM	x					
	OS3 : Sensibiliser les acteurs sur la règlementation en matière de sécurité	Faires respecter le port du gilet de sécurité par les acteurs du secteur	Commune	PM	x					
Artisanat	**OS1 :** Organiser, développer, valoriser l'Artisanat local	Renforcer les capacités d'accès au crédit d'équipement des artisans	Commune	PM	x	x	x	X	x	x
		Organiser les artisans de la Commune	Commune	PM	x					
		Créer un village artisanal	Niafrang	PM		x				
			Dombondir	PM			x			
		Construire et équiper des centres de formation aux métiers de l'artisanat	Niafrang	PM		x				
			Dombondir	PM			x			
			Touba Tranquillel	PM						x

Tourisme	**OS1:** faire de Kataba1 une zone touristique levier de développement local	Construire des campements villageois	Dombondir, Selety, Katack, Bandjikaky, Kataba1	PM	x	x				
		Réhabiliter un campement	Kabadio	PM	x					
		Organiser et renforcer les capacités des acteurs du tourisme	Commune	PM	x					
		Faire un plaidoyer pour la restauration de la sécurité dans la Commune	Commune	PM	x	x	x	X	x	x
		Former des guides touristiques (écotourisme, découverte) et créer un Point Info Touristique	Kataba1	PM	x					
		Lutter contre les logements privés touristiques (Sensibilisation)	Commune	PM	x					
		Développer davantage l'écotourisme dans les forêts communautaires	Commune	PM	x					
Industrie	**OS1 :** Avoir des unités de transformation compétitives et capables de booster la production agricole	Aider « COPEX Sud » à nouer un partenariat viable pour prendre en charge les besoins de transformation et de conditionnement dans les filières mangues et anacarde	Kataba1	PM	x					

		Réorganiser les groupements sociétaires de «COPEX Sud à privilégier l'écoulement de leurs produits	Commune	PM	x					
		Construction d'une unité de transformation d'huile de palme et de palmiste (PAPEJF)	Bandjikaky	PM	X					
		Construction d'une plateforme commerciale (PPDC)	Bandjikaky		X					
		Faciliter l'accès au financement	Commune	PM	x					
		Renforcer les capacités organisationnelles et techniques des acteurs dans les filières porteuses (anacarde, mangue, miel, céréales, PFNL)	Commune	PM	x					
Mines et Carrières	**OS1:** Organier l'exploitation des carrières de la Commune avec l'appui des services publiques compétents	Sensibiliser sur une exploitation responsable des carrières en collaboration avec les services des Mines et Géologie	Commune	500 000	x					
		Créer un cadre de concertation entre les services déconcentrés compétents, la Commune, les propriétaires, pour rationaliser l'exploitation	Commune	PM	x					

		Sensibiliser les populations pour leur adhésion au prélèvement des taxes sur l'exploitation des carrières	Commune	PM	x					
Commerce	**OS1:** Faire du commerce un secteur organisé et profitable à tous	Construire des marchés	Selety	15 000 000	x					
			Kabadio	15 000 000			x			
			Madina daffé	15 000 000						x
		Construire un marché hebdomadaire et à bétail	Touba Tranquille	3 000 000	x					
		Organiser les commerçants en filières	Commune	PM	x					
		Organiser la commercialisation des produits agricoles et maraîchers	Commune		X					
		Organiser des centres de groupage	Par Zones			X				
Transport	**OS1** : faciliter et développer la mobilité interne	Construire une piste Corniche reliant :	Abéné-Niaffrang-Kabadio-Katack-Mahmouda-Dombondir-Macouda-Touba-Dimbaya-Bourom-Séléty-Tambacounda-Kabékel-Tambouille-Djibidione	PM	X	x	x			

		Construire une piste	Macouda-Koudioubé	PM		x				
		Réhabiliter une piste	Koudioubé-Mahamouda-Débarcadère (katack)	PM	x					
		Construire une piste	Koulobori-Dimbaya	PM	x					
		Construire une piste	Kataba1-Darsalam Chérif-Samboulandian-Poukene-Woniack-Tambouille	PM	x	x				
		Construire une piste r	Bandjikaky-Kounkoudiang-Mahmouda Diola	PM	x					
		Réhabiliter un tronçon	Bandjikay-Colomba-Albadar	PM						x
		Organiser les acteurs pour la mise en place de moyens de transport adéquats	Commune	PM	x					
		Construire une piste	tambacounda-Darsalam		x					
		Aménager des gares routières	Séléty, Bandjikaky		x					
		Construction de la gare routière	Touba Tranquille			X				

Communications et Télécommunications	**OS1:** Faciliter la communication et télécommunication aux citoyens de la commune	Augmenter la puissance des antennes relais existantes et installer d'autres antennes dans les zones frontalières	Kabadio	PM	x					
		Installer la 3G ou la 4G dans la Commune	Kataba1	PM	x					
		Diversifier les opérateurs	Commune		X					
		Implanter un Bureau de Poste	Kataba1	PM			x			
Energie	**OS1 :** Permettre aux populations d'accéder à l'énergie et de façon responsable	Sensibiliser les populations sur l'exploitation rationnelle et la protection des forêts	Commune	1 000 000	x					
		Etendre l'électrification solaire (ASER)	Commune	PM	x					
		Etendre le réseau d'électricité dans tous les villages de la Commune	Commune	PM	x					
		Promouvoir le biogaz et former les populations à sa production	Commune	PM	x					

Institutions Financières	**OS1 :** faciliter l'accès aux institutions de micro finance	Faire un plaidoyer auprès des Institutions de micro finance pour l'allégement des taux d'intérêt et les garanties	Commune	PM	x					
		Créer une ligne de crédit revolving pour accompagner les activités des jeunes et des femmes en collaboration avec une Institution de micro finance	Commune	10 000 000	x	x	x	x	x	x
		Favoriser l'installation des services de transfert d'argent	Commune	X						
Education/Formation	**OS1 :** Créer un cadre d'épanouissement effectif des élèves de la Commune	Renforcer la sécurité des écoles par la construction de murs de clôture			x	x	x			
				PM		x	x			
				PM					x	
		Renforcer les équipements dans l'ensemble des établissements		PM	x	x				
		Construire et équiper des salles dans les écoles et établissements			x					
		Construire un Lycée pour la Commune		PM	x					

		Construire des écoles maternelles		PM	x	x	x	x	x	
		Construire un centre de formation professionnelle multidisciplinaire		PM		x				
		Construire des classes d'alphabétisation		15 000 000	x					
				15 000 000		x				
		Construire des CEM		PM	x					
				PM		x				
Santé et Action Sociale	**OS1 :** offrir un meilleur service de santé aux populations de la Commune	Recruter une sage-femme supplémentaire		PM	x					
		Construire des logements d'ICP.		15 000 000	x	x	x			
				5 000 000		x	x			

		Doter les structures de Santé de moyens logistiques (motos etc)		PM	x	x				
		Doter la Commune d'ambulance		PM	x					
		Renforcer en équipement les différentes structures et y améliorer l'hygiène		PM	x	x				
		Construire ou réhabiliter les murs de clôture des établissements de Santé		PM		x	x	x		
		Prise en charge progressive des agents de santé communautaire dans les postes de santé		PM	x					
		Recruter, former et renforcer les capacités des matrones		PM	x	x	x	x	x	x
		Réhabiliter les cases de Santé		5 000 000		x				
		Rendre opérationnelles les maternités non fonctionnelles		3 000 000	x					

		Construire des postes de Santé		PM		x	x			
		Construire un dispensaire au poste de santé de Daroul khairy		PM		x				
		Mettre à la disposition des postes de santé d'appareils échographiques		PM	x	x				
		Sensibiliser les femmes pour faciliter les consultations prénatales		5 000 000	x	x	x	x	x	x
Jeunesse, Sports, Culture et Loisirs	**OS1 :** Mettre en place un cadre propice d'exercice du sport et améliorer l'encadrement des jeunes	Aménager et clôturer des terrains de sport		30 000 000		x	x	x		
		Améliorer les équipements du terrain municipal		PM	x					
		Construire et équiper des foyers socio éducatifs		PM	x	x				
		Inciter les jeunes à s'intéresser aux activités économiques		PM	x	x	x	x	x	x

		Inciter les jeunes à se formaliser par la recherche de récépissé		PM	x					
		Construire des stades omnisports		PM	x	x	x			
		Former les jeunes à la formulation, et gestion des projets générateurs de revenus		4 000 000	x	x	x	x	x	x
		Aider à l'organisation des compétions sportives			x					
Hydraulique	**OS1:** Satisfaire les besoins en eau potable à toute la population de la Commune à un prix accessible à tous	Construire de forages multi villageois		PM	x					
		Construire des forages multi villageois		PM				X		
		Construire un Mini Forage			x					
		Construire un forage			x					
		Baisser le prix du m^3 d'eau		PM	x					

		Mettre en place un système de traitement d'eaux usées (récupération)		PM	x	x	x	x	x	x
		Etendre et densifier le réseau hydraulique vers les périmètres horticoles		PM	x					
Assainissement	**OS1 :** Améliorer la qualité du cadre de vie	Construire des latrines modernes		PM	x					
		Aménager des décharges municipales des ordures ménagères		PM			x			
		Elaborer et mettre en œuvre un plan d'assainissement dans la Commune		PM			x			
		Mettre en place un système de gestion des ordures ménagères		PM		x				
	OS2 : Collecte et valorisation des déchets	Formation / sensibilisation de la population en système de traitement et gestion des ordures ménagères		600 000	x	x				
Urbanisme, Habitat et Cadre de Vie	**OS1:** Rationaliser l'occupation du sol et moderniser l'habitat	Elaborer un POAS		7 000 000	x	x				
		Elaborer un plan de lotissement			X					

Orientation stratégique N°3: Renforcer la gouvernance locale, la paix et les équilibres sociaux

Secteur	Objectifs Spécifiques (OS) sectoriels	Actions	Géo localisation	Coûts	Echéancier					
					2018	2019	2020	2021	2022	2023
Paix et cohésion sociale	**OS1 :** Maîtriser les principales sources de conflits dans la Commune	Répertorier les principales sources et natures des conflits entre les villages, les quartiers, les familles	Commune	PM	x					
		Faciliter le retour et la réinsertion socio économique des familles déplacées	Commune	PM	x					
		Créer des comités de règlement des conflits	zones	PM	x					
	OS2 : Assoir une culture de paix et de cohésion sociale dans la Commune	Mener des campagnes de sensibilisation à la paix et de prévention des conflits avec l'appui d'organisations spécialisées dans la gestion et la prévention des conflits	Commune	500 000	x					
	OS1 : Organiser les GPF en acteurs de Développement	Répertorier tous les GPF de la Commune	Commune	PM	x					
		Formaliser tous les GPF et mettre en place un Programme de Formation en fonction des atouts et opportunités locales	Commune	PM	x					

Les GPF	**OS 2** : Promouvoir un entreprenariat féminin contributif au développement socio économique de la Commune	Doter les GPF en équipements et matériels pour le développement des AGR	Commune	12 000 000	x	x	x			
		Former et renforcer les capacités des membres des GPF en Gestion et transformation de produits locaux	Commune	PM	x					
		Construire des unités de stockage et de transformation des produits agricoles, halieutiques et d'élevage	Kataba1, Kabadio, Mini plateforme de Bandjikaky	15 000 000	x					
		Former les membres des GPF en teinture et savonnerie	Séléty		x					
		Réorganiser le réseau des GPF	Kataba1		X					
		Construire des unités de conservation pour les GPF	Kataba1			x				
		Acquisition d'un moyen de transport des produits à écouler	Commune			X				

Les GIE	**OS 1 :** Organiser les GIE en réseau de production et de commercialisation	Répertorier tous les GIE et leurs secteurs d'activités	Commune	PM	**x**					
		Organiser les acteurs en entités fédératives pour renforcer leur capacité de négociation	Commune	PM		x				
		Faciliter l'accès au crédit avec des conventions financières CL/SFD	Commune	PM	x	x	x	x	x	x
		Former les membres des GIE en leadership, gestion etc.	Commune	5 000 000	x	x	x	x	x	x
Les Associations religieuses	**OS1:** Faire des Associations religieuses des supports de la promotion de la paix et de la cohésion sociale	Répertorier les grandes associations et la nature de leurs activités	Commune	PM	x					
		Offrir des cadres adaptés aux rencontres des membres	Commune	PM			x			
		Soutenir financièrement les activités de ces associations pour une bonne mobilisation de membres	Commune	3 000 000	x	x	x	x	x	X
Les ASC	**OS1 :** Prendre en compte les besoins des ASC et les capaciter à en faire de véritables partenaires sociaux locaux	Répertorier toutes les ASC dotées de récépissé	Commune	PM	x					
		Formaliser les ASC	Commune	PM	x					
		Faire des ASC des relais des politiques sociales locales	Commune	PM	x					

		Soutenir financièrement et en formations techniques (subventions) une diversification des activités des ASC pour des AGR	Commune	6 000 000	x	x	x			
Les CGE	**OS 1 :** Rendre efficace l'intervention de la CL dans l'espace scolaire	Soutenir davantage les efforts des CGE dans l'amélioration des conditions d'enseignement et d'études (fournitures scolaires et matériel pédagogique)	Commune	PM	x					
		Mettre en place des contrats de performance aux fins d'instaurer une culture d'excellence dans les établissements scolaires	Commune	PM	x					
	OS 2 : Améliorer la contribution des CGE à l'exigence de qualité dans le système éducatif	Former les bureaux des CGE au leadership en rapport avec les objectifs du corps enseignant pour une meilleure collaboration	Commune	1 000 000	x					
Le Comité de Santé	**OS1 :** Améliorer la qualité de prise en charge des patients	Renforcer les dotations en médicaments des Comités de Santé	Commune	10 000 000	x					
		Formation en gestion financière et des stocks des membres dirigeants des comités de santé	Commune	5 000 000	x	x				
		Désigner et motiver une Badiennes Gokh	Commune	PM	x					
		Faire du comité de santé un véritable relais dans la mise en œuvre des politiques publiques de santé au niveau local	Commune	PM	x					

		Sensibiliser les populations sur la CMU	Commune	500 000	x	x				
CLCOP	**OS 1** : Soutenir le renforcement des capacités organisationnelle, technique et financière de ces organisations	Opérer un portage politique de ces structures afin de leur permettre de capter des partenaires financiers ou des programmes publics de développement local pour leurs interventions	Commune	PM	x	x	x	x	x	x
ONG, PTF, Projets et Programmes de l'Etat	**OS 1 :** Maîtriser l'intervention des différents partenaires	Identifier les différents intervenants, leurs zones et secteurs d'interventions	Commune	PM	x					
		Harmoniser les différentes interventions	Commune	PM	x					
La Municipalité	**OS 1 :** Faire du Conseil Municipal une Institution capable de porter les besoins de développement de la Commune	Former tous les membres élus à la capacité de prise en charge des questions relatives aux commissions dans lesquelles ils sont inscrits	Commune	500 000	x					
		recruter ou copter des expertises de manière à se doter d'une équipe technique capable d'accompagner le Conseil dans la prise en charges des domaines de compétences transférées	Commune	PM	x	x	x			
		Développer un réseau solide de partenariat, de coopération, afin de répondre efficacement aux besoins de développement des populations	Commune	PM	x	x	x	x	x	x

	OS 2 : Faire du Conseil Municipal une Institution proche de ses populations	Mettre en place un Plan de Communication basé sur une stratégie de communication interne et externe efficiente	Commune	PM	x					
Coût estimé du Plan d'Actions Prioritaires 2018-2023 : 744 850 000 FCFA										

4.1.2.1. Plan Triennal d'Investissement 2018-2020 de la Commune de Kataba 1

Orientation stratégique N°1 : Un développement du secteur productif pour une meilleure croissance de l'économie de la Commune							
Secteur	Objectifs Spécifiques (OS) sectoriels	Actions	Localisation	Coûts	Echéancier		
					2018	2019	2020
Agriculture	OS1: Augmenter les surfaces cultivables, rizicoles et la production agricole de la Commune	Construire des digues anti-sel et autres ouvrages de rétention d'eau	Katack, Mahamouda2, Dombondir, Macouda Touba,	24 666 666		x	x
			Kabadio, Niafrang, Kouncoudiang, Bandjikaky, Madina Birassou	24 000 000		x	x
		Aménager les vallées	Katack, Mahamouda2, Dombondir, Macouda Touba	50 000 000		x	x
			Kabadio, Niafrang, Kouncoudiang, Bandjikaky, Madina Birassou	22 500 000		x	x
			Darou Khairy Koulandiang, Darsalam Shérif, Kataba1, Tambacounda	20 000 000		X	
		Aménager des parcours du bétail	Zones	12 500 000	x		
		Faciliter l'achat du matériel agricole (Tracteurs, motoculteurs et petits matériels)	Commune	12 000 000	x		
		Aménager des zones de cultures de contre saison	Chaque zone	10 000 000	x	x	

		Aménager des espaces agricoles par filière	Chaque zone	14 000 000	x	x	
	OS2 : Avoir des infrastructures modernes couvrant les différents besoins de l'agriculture	Construire des magasins de stockage	Chaque zone	25 000 000	x	x	
		Construire des fourrières dans chaque zone	Zones	8 000 000	x		
Elevage	OS1 : Moderniser et développer le secteur de l'élevage	Mettre en place des équipements modernes : (Abreuvoirs, Forage etc)	Zone Narrang Est et Zone Kabadio	15 000 000	x		
			Zone Narrang Ouest et Zone Daroul Khairy	15 000 000		x	
			Zone Selety	13 000 000			x
		Aménager toutes les forêts de la Commune et avec des pare-feux	Commune	15 000 000	x	x	x
Pêche	OS2 : Disposer d'acteurs formés et d'infrastructures modernes						
		Construire des unités de conservation et quais de débarquement	Koubanack	PM	x		
			Kabadio	PM		x	
			Dombondir	PM			x
		Construire des marchés au poisson	Bandjikaky, Touba Tranquille	5 000 000	x		
			Kabékel	5 000 000		x	
			Samboulandiang,	5 000 000			x
Artisanat	OS1 : Organiser, développer, valoriser l'Artisanat local	Créer un village artisanal	Niafrang	PM		x	
			Dombondir	PM			x
		Construire et équiper des centres de formation aux métiers de l'artisanat	Niafrang	PM		x	
			Dombondir	PM			x

Tourisme	OS1: faire de Kataba1 une zone touristique levier de développement local	Construire des campements villageois	Dombondir, Selety, Katack, Bandjikaky, Kataba1	PM	x	x	
		Réhabiliter un campement	Kabadio	PM	x		
Industrie	OS1 : Avoir des unités de transformation compétitives et capables de booster la production agricole	Construction d'une unité de transformation d'huile de palme et de palmiste (PAPEJF)	Bandjikaky	PM	X		
		Construction d'une plateforme commerciale (PPDC)	Bandjikaky		X		
Commerce	OS1: Faire du commerce un secteur organisé et profitable à tous	Construire des marchés	Selety	15 000 000	x		
			Kabadio	15 000 000			x
		Construire un marché hebdomadaire et à bétail	Touba Tranquille	3 000 000	x		
		Organiser des centres de groupage	Par Zones			X	
Transport	OS1 : faciliter et développer la mobilité interne	Construire une piste Corniche reliant :	Abéné-Niaffrang-Kabadio-Katack-Mahmouda-Dombondir-Macouda-Touba-Dimbaya-Bourom-Séléty-Tambacounda-Kabékel-Tambouille-Djibidione	PM	X	x	x
		Construire une piste	Macouda-Koudioubé	PM		x	
		Réhabiliter une piste	Koudioubé-Mahamouda-Débarcadère (katack)	PM	x		
		Construire une piste	Koulobori-Dimbaya	PM	x		

		Construire une piste	Kataba1-Darsalam Chérif-Samboulandian-Poukene-Woniack- Tambouille	PM	x	x	
		Construire une piste r	Bandjikaky-Kounkoudiang-Mahmouda Diola	PM	x		
		Organiser les acteurs pour la mise en place de moyens de transport adéquats	Commune	PM	x		
		Construire une piste	tambacounda-Darsalam	PM	x		
		Aménager des gares routières	Séléty, Bandjikaky	PM	x		
		Construction de la gare routière	Touba Tranquille	PM		X	
Energie	OS1 : Permettre aux populations d'accéder à l'énergie et de façon responsable	Etendre le réseau d'électricité dans tous les villages de la Commune	Commune	PM	x		
Orientation stratégique N°2: Une meilleure Offre en quantité et qualité des services communaux en vue de mieux promouvoir le capital humain							
Secteur	Objectifs Spécifiques (OS) sectoriels	Actions	Localisation	Coûts	Echéancier		
					2018	2019	2020
	OS1 : Créer un cadre d'épanouissement effectif des élèves de la Commune	Renforcer la sécurité des écoles par la construction de murs de clôture	Darsalam Chérif, Séléty, Kabadio, Bandjikaki,Dombondir		x	x	
			Kataba 2, Madina Birassou, Koba Séléty	PM		x	

Education/Formation		Renforcer les équipements dans l'ensemble des établissements	Commune	PM	x	x	
		Construire et équiper des salles dans les écoles et établissements	Commune (cf diagnostique secteur Education)		x		
		Construire un Lycée pour la Commune	Narrang Ouest	PM	x		
		Construire des écoles maternelles	Katack, Seleti, Dienincounda, Darsalam Chérif , Kataba1, Kataba 2, Kabadio, Koudioubé, Dombondir, Touba, Bandjikaki, Macounda, Kouane, Madina Daffé, Koubanack, Mahamouda2	PM	x	x	x
		Construire un centre de formation professionnelle multidisciplinaire	Kataba1	PM		x	
		Construire des classes d'alphabétisation	Zone Samboulandiang et Zone Narrang Ouest	15 000 000	x		
			Zone séléti et Zone Kabadio	15 000 000		x	
		Construire des CEM	Dombondir	PM	x		

			Narrang est	PM		x	
		Construire des logements d'ICP.	Madina daffé, Dombondie, Séléti	15 000 000	x	x	x
			Daroul Khairy	5 000 000		x	x
		Doter les structures de Santé de moyens logistiques (motos etc)	Commune	PM	x	x	
		Doter la Commune d'ambulance	Darsalam Chérif	PM	x		
		Renforcer en équipement les différentes structures et y améliorer l'hygiène	Daroul Khairy, Dombondir, madina Daffé	PM	x	x	
		Construire ou réhabiliter les murs de clôture des établissements de Santé	Tous les Postesde Santé sauf ceux de Darsalam et Dombondir	PM		x	x
		Réhabiliter les cases de Santé	Macouda, Kataba2,Kabékel, Waniack, Bandjikaki	5 000 000		x	
		Rendre opérationnelles les maternités non fonctionnelles	Bandjikaki, Koudioubé, Koba, Bourone	3 000 000	x		
		Construire des postes de Santé	Samboulandiang, Madina Daffé	PM		x	x

		Construire un dispensaire au poste de santé de Daroul khairy	Daroul Khairy	PM		x	
		Mettre à la disposition des postes de santé d'appareils échographiques	Darsalam, et autres Postes de Santé	PM	x	x	
Jeunesse, Sports, Culture et Loisirs	OS1 : Mettre en place un cadre propice d'exercice du sport et améliorer l'encadrement des jeunes	Aménager et clôturer des terrains de sports	Mahamouda diola, Kabadio, Séléti	20 000 000		x	x
		Améliorer les équipements du terrain municipal	Commune	PM	x		
		Construire et équiper des foyers socio éducatifs	Commune	PM	x	x	
		Construire des stades omnisports	Commune	PM	x	x	x
Hydraulique	OS1: Satisfaire les besoins en eau potable à toute la population de la Commune à un prix accessible à tous	Construire des forages multi villageois	Kataba1, Darsalam, Dombondir, Séléti	PM	x		
		Construire un Mini Forage	Katack	PM	x		

		Construire un forage	Touba	PM	x		
		Mettre en place un système de traitement d'eaux usées (récupération)	Commune	PM	x	x	x
		Etendre et densifier le réseau hydraulique vers les périmètres horticoles	Commune	PM	x		
Assainissement	OS1 : Améliorer la qualité du cadre de vie	Construire des latrines modernes	Narrang et le reste de la Commune	PM	x		
		Mettre en place un système de gestion des ordures ménagères	Commune	PM		x	
Orientation stratégique N°3: Un renforcement de la gouvernance locale et du partenariat avec les acteurs au développement							
Secteur	Objectifs Spécifiques (OS) sectoriels	Actions	Localisation	Coûts	Echéancier		
					2018	2019	2020
Les GPF	OS 2 : Promouvoir un entreprenariat féminin contributif au développement socio économique de la Commune	Doter les GPF en équipements et matériels pour le développement des AGR	Commune	12 000 000	x	x	x
		Construire des unités de stockage et de transformation des produits agricoles, halieutiques et d'élevage	Kataba1, Kabadio, Mini plateforme de Bandjikaky	15 000 000	x		
		Construire des unités de conservation pour les GPF	Kataba1	PM		x	

		Acquisition d'un moyen de transport des produits à écouler	Commune	PM		X	
Coût estimé du Plan Triennal d'Investissement 2018-2020: 406 666 666 FCFA							

4.1.2.2. Le Plan d'Investissement Annuel 2018 de la Commune de Kataba 1

Orientation stratégique N°1 : Un développement du secteur productif pour une meilleure croissance de l'économie de la Commune					
Secteur	Objectifs Spécifiques (OS) sectoriels	Actions	Localisation	Coûts	Année
					2018
Agriculture	OS1: Augmenter les surfaces cultivables, rizicoles et la production agricole de la Commune	Aménager des parcours du bétail	Zones	12 500 000	x
		Faciliter l'achat du matériel agricole (Tracteurs, motoculteurs et petits matériels)	Commune	12 000 000	x
		Aménager des zones de cultures de contre saison	Chaque zone	5 000 000	x
		Aménager des espaces agricoles par filière	Chaque zone	7 000 000	x
	OS2 : Avoir des infrastructures modernes couvrant les différents besoins de l'agriculture	Construire des magasins de stockage	Chaque zone	12 500 000	x
		Construire des fourrières dans chaque zone	Zones	8 000 000	x
Elevage	OS1 : Moderniser et développer le secteur de l'élevage	Mettre en place des équipements modernes : (Abreuvoirs, Forage etc)	Zone Narrang Est et Zone Kabadio	15 000 000	x

		Aménager toutes les forêts de la Commune et avec des pare-feux	Commune	8 333 333	x
Pêche	OS2 : Disposer d'acteurs formés et d'infrastructures modernes	Construire des marchés au poisson	Bandjikaky, Touba Tranquille	5 000 000	x
Tourisme	OS1 : faire de la zone de Kataba1 une zone touristique levier de développement local	Construire des campements villageois	Dombondir, Selety, Katack, Bandjikaky, Kataba1	PM	x
		Réhabiliter un campement	Kabadio	PM	x
Industrie	OS1 : Avoir des unités de transformation compétitives et capables de booster la production agricole	Construction d'une unité de transformation d'huile de palme et de palmiste (PAPEJF)	Bandjikaky	PM	x
		Construction d'une plateforme commerciale (PPDC)	Bandjikaky		x
Commerce	OS1: Faire du commerce un secteur organisé et profitable à tous	Construire des marchés	Selety	15 000 000	x
		Construire un marché hebdomadaire et à bétail	Touba Tranquille	3 000 000	x
Transport	OS1 : faciliter et développer la mobilité interne	Construire une piste Corniche reliant :	Abéné-Niaffrang-Kabadio-Katack-Mahmouda- Dombondir-Macouda-Touba-Dimbaya-Bourom-Séléty-Tambacounda-Kabékel-Tambouille-Djibidione	PM	x
		Réhabiliter une piste	Koudioubé-Mahamouda-Débarcadère (katack)	PM	x
		Construire une piste	Koulobori-Dimbaya	PM	x

		Construire une piste	Kataba1-Darsalam Chérif-Samboulandian-Poukene-Woniack- Tambouille	PM	x
		Construire une piste r	Bandjikaky-Kounkoudiang-Mahmouda Diola	PM	x
		Organiser les acteurs pour la mise en place de moyens de transport adéquats	Commune	PM	x
		Construire une piste	tambacounda-Darsalam		x
		Aménager des gares routières	Séléty, Bandjikaky		x
Energie	OS1 : Permettre aux populations d'accéder à l'énergie et de façon responsable	Etendre le réseau d'électricité dans tous les villages de la Commune	Commune	PM	x
Orientation stratégique N°2: Une meilleure Offre en quantité et qualité des services communaux en vue de mieux promouvoir le capital humain					
Secteur	**Objectifs Spécifiques (OS) sectoriels**	**Actions**	**Localisation**	**Coûts**	**Année** **2018**
Education/Formation	OS1 : Créer un cadre d'épanouissement effectif des élèves de la Commune	Construire un Lycée pour la Commune	Narrang Ouest	PM	x
		Construire des écoles maternelles	Katack, Seleti, Dienincounda, Darsalam Chérif , Kataba1, Kataba 2, Kabadio, Koudioubé, Dombondir, Touba, Bandjikaki, Macounda, Kouane, Madina Daffé, Koubanack, Mahamouda2	PM	x

		Construire des classes d'alphabétisation	Zone Samboulandiang et Zone Narrang Ouest	15 000 000	x
		Construire des CEM	Dombondir	PM	x
		Construire des logements d'ICP.	Madina daffé, Dombondie, Séléti	15 000 000	x
		Doter les structures de Santé de moyens logistiques (motos etc)	Commune	PM	x
		Doter la Commune d'ambulance	Darsalam Chérif	PM	x
		Renforcer en équipement les différentes structures et y améliorer l'hygiène	Daroul Khairy, Dombondir, madina Daffé	PM	x
		Rendre opérationnelles les maternités non fonctionnelles	Bandjikaki, Koudioubé, Koba, Bourone	3 000 000	x
		Mettre à la disposition des postes de santé d'appareils échographiques	Darsalam, et autres Postes de Santé	PM	x
		Améliorer les équipements du terrain municipal	Commune	PM	x

		Construire et équiper des foyers socio éducatifs	Commune	PM	x
		Construire des stades omnisports	Commune	PM	x
Hydraulique	OS1: Satisfaire les besoins en eau potable à toute la population de la Commune à un prix accessible à tous	Construire des forages multi villageois	Kataba1, Darsalam, Dombondir, Séléti	PM	x
		Mettre en place un système de traitement d'eaux usées (récupération)	Commune	PM	x
		Etendre et densifier le réseau hydraulique vers les périmètres horticoles	Commune	PM	x
Assainissement	OS1 : Améliorer la qualité du cadre de vie	Construire des latrines modernes	Narrang et le reste de la Commune	PM	x
Orientation stratégique N°3: Un renforcement de la gouvernance locale et du partenariat avec les acteurs au développement					
Secteur	**Objectifs Spécifiques (OS) sectoriels**	**Actions**	**Localisation**	**Coûts**	**Année 2018**
Les GPF	OS 2 : Promouvoir un entreprenariat féminin contributif au développement socio-économique de la Commune	Doter les GPF en équipements et matériels pour le développement des AGR	Commune	4 000 000	x
		Construire des unités de stockage et de transformation des produits agricoles, halieutiques et d'élevage	Kataba1, Kabadio, Mini plateforme de Bandjikaky	15 000 000	x
Coût estimé du plan annuel d'investissement 2018: 155 333 333 F CFA					

4.2. Stratégie de mise en œuvre du PDC

4.2.1. Principes directeurs de la mise en œuvre

Les principes directeurs de la stratégie de mise en œuvre du PDC sont fondés sur ceux qui ont servie de base pour la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques et locales telles que le PSE et le PDD de Bignona dont les orientations ont guidé l'élaboration du PDC :

- **Efficacité et de l'efficience :** Le processus de mise en œuvre du PDC et les acteurs (institutions et organisations) qui en ont la responsabilité doivent donner des résultats en fonction des besoins, tout en utilisant au mieux les ressources. L'ensemble des acteurs concernés (y compris les populations à la base) peuvent directement avoir accès aux processus et aux institutions et recueillir l'information qui doit être accessible et suffisante pour permettre à toutes les parties prenantes de comprendre ce qui est fait, et d'en assurer le suivi.
- **Etat de droit :** Les règles de gestion du terroir doivent être appliquées de façon équitable et impartiale, en particulier les questions relatives aux droits de chaque citoyen d'avoir accès aux ressources. Les dispositifs qui seront mis en place et les processus doivent viser à répondre aux besoins de toutes les parties prenantes. La bonne gouvernance doit jouer un rôle d'intermédiaire entre des intérêts différents afin d'aboutir à un large consensus sur ce qui sert le mieux les intérêts des populations de la Commune et, le cas échéant, sur les politiques et les procédures à la fois nationales, régionales et départementales, dans une parfaite cohérence avec les dispositions d'intégration sous régionale (CEDEAO et UEMOA).
- **Redevabilité :** Les décideurs au niveau du Conseil Municipal et des autres acteurs dépositaires de responsabilité dans la mise en œuvre du PDC (y compris les acteurs non gouvernementaux) doivent rendre des comptes au public, ainsi qu'aux parties prenantes institutionnelles.
- **Participation :** Toutes les parties prenantes (catégories) auront voix au chapitre en matière de prise de décisions, directement ou par l'intermédiaire de représentations légitimes qui défendent leurs intérêts. Cette participation doit être la plus large possible et fondée sur la liberté d'association et de parole, ainsi que sur les capacités nécessaires à chacun pour participer de façon constructive à la prise de décisions.
- **Equité :** L'ensemble des parties prenantes ont la possibilité d'améliorer ou de maintenir leurs conditions de vie/ de travail.
- **Appropriation :** La collectivité locale exerce une réelle maîtrise sur ses politiques et stratégies de développement local et assure la coordination des actions relatives à leur mise en œuvre.
- **Alignement :** Les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) doivent reposer l'ensemble de leur soutien sur les stratégies locales de développement ainsi que les procédures y relatives.
- **Harmonisation :** Les actions des PTF sont mieux harmonisées et plus transparentes, et permettent une plus grande efficacité collective au sein de la Commune.

- **Gestion axée sur les résultats :** L'ensemble des composantes du dispositif de mise en œuvre du PDC doit s'inscrire dans une logique de gérer les ressources et d'améliorer les processus de décision en vue d'obtenir des résultats de développement durable de la Commune.
- **Responsabilité mutuelle :** Les PTF et la Collectivité partenaires sont responsables des résultats obtenus en matière de développement.

4.2.2. Dispositif institutionnel de pilotage

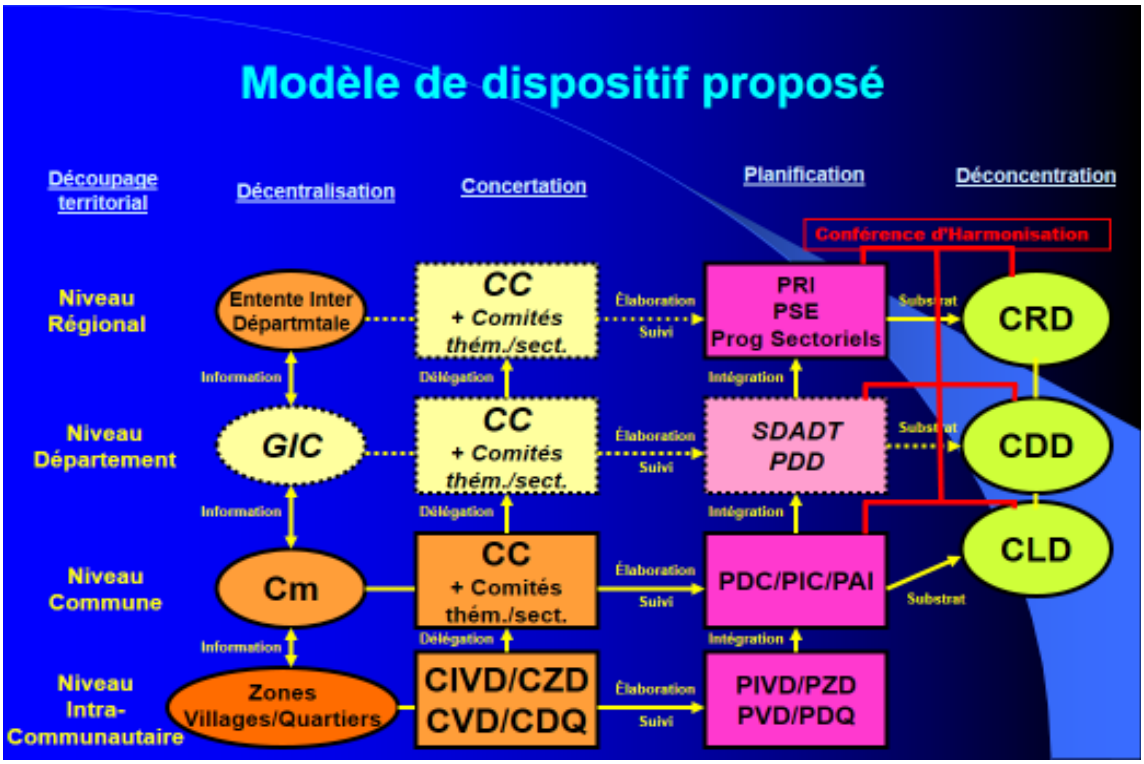
4.2.2.1. Arrangements institutionnels de mise en œuvre

Le dispositif de mise en œuvre du PDC s'insère dans le cadre des arrangements institutionnels retenus à l'échelle régionale pour une mise en œuvre harmonisée des actions de développement.

Ce dispositif pourrait reposer sur des Cadres de Concertation au niveau des villages, qui seraient agrégés à l'échelle communal par un système de représentation équitable, pour créer un Cadre de Concertation Communal.

Ce cadre de Concertation Communal permettra au Conseil municipal d'assurer un suivi de la mise en œuvre du PDC et de promouvoir une dynamique de gouvernance participative.

Le modèle de Cadre de Concertation proposé par les acteurs régionaux et approuvé par les autorités administratives se résume sur le schéma suivant.



4.2.2.2. Rôles et responsabilités des acteurs

Globalement, l'esprit qui préside à la mise en œuvre du PDC n'étant pas d'affecter à priori des actions à des catégories d'acteurs, les rôles et responsabilités sont centrés sur la nécessité pour chaque partie prenante de s'assumer, afin de participer de manière significative tant dans la conception que dans la mise en œuvre

d'actions articulées autour du PDC et qui relèvent de leurs compétences conformément à la Loi sur l'Acte 3 de la Décentralisation.

➔ *Le Conseil Municipal*

Globalement, le Conseil municipal se chargera pour la mise en œuvre du PDC de :

- Promouvoir auprès des PTF, des Services de l'Etat et de la Coopération décentralisée les projets contenus dans le PDC;
- Participer au suivi et à la mise en œuvre du PDC, en rendant compte de l'avancement de la recherche de partenaires mais également des projets mis en œuvre ;
- Développer des synergies intervillageoises pour faciliter la mise en œuvre des mesures intervillageoises qui pourraient découlées du PDC;
- Participer effectivement, à travers une représentation à définir, au dispositif de mise en œuvre et de suivi évaluation du PDC.

➔ *Les Agences et Services Techniques Déconcentrés*

Les Agences et Services Techniques Déconcentrés de l'Etat, devront pour leur part et chacun en ce qui le concerne et, en tenant compte de leurs spécificités:

- Soutenir le Conseil municipal dans la formulation et la mise en œuvre des projets phares issus du PDC ;
- Contribuer directement au financement du PDC ou à travers leurs partenaires stratégiques ;
- Participer au suivi évaluation du PDD à travers des revues conjointes avec le Conseil municipal.

➔ *Les Acteurs Non Gouvernementaux (ANG)*

L'ensemble de ces acteurs sont parties prenantes à part entière dans la mise en œuvre du PDC. A cet effet, les organisations qui composent chaque catégorie peuvent initier des actions spécifiques mais articulées au Plan d'Actions Prioritaires (PAP) et bénéficient dans ce cadre des mécanismes de financement retenus. Les ANG sont membres des différentes instances de mise en œuvre du plan. Les acteurs ont pour rôles : i) la définition des modalités de participation et de représentation au sein des instances de mise en œuvre de la stratégie ; ii) la coordination du suivi de la mise en œuvre des projets d'ANG.

➔ *Les Partenaires Techniques et Financiers (PTF)*

Il est recherché dans le rôle des PTF une meilleure harmonisation des financements mis en place et leur complémentarité dans la promotion du PDC, intégrant les synergies intersectorielles. Sous ce rapport, il relève de la responsabilité des PTF, dans l'ensemble des projets soutenus de manière sectorielle ou transversale, l'intégration obligatoire de variables de mesure des performances spécifiques au PDC. Dans ce cadre, une commission PTF sera mise en place dont les modalités de fonctionnement et de contribution seront définies de manière consensuelle avec le Conseil municipal.

4.2.3. Instruments de mise en œuvre

4.2.3.1. Le Plan Annuel d'Investissement

A ce niveau, le Conseil municipal doit pour chaque année, extraire dans le Plan d'Actions Prioritaires, les actions à mener pour chaque année et le soumettre en conseil pour adoption. Une fois adopté puis adopté par l'autorité administrative, le PAI doit être mis en œuvre en identifiant clairement les différentes sources de financement des actions planifiées pour l'année. A la fin de chaque année, une évaluation est faite pour mesurer le niveau d'exécution du PAI et élaborer en conséquence le PAI de l'année suivante.

4.2.3.2. Le cadre de Suivi Évaluation

Il doit définir très clairement les éléments suivants : i) Cadre de Mesure des Rendements du PDC ; ii) les méthodes de gestion des informations (collecte, traitement, stockage et diffusion) ; iii) le dispositif de suivi évaluation, avec une définition très claire des rôles et responsabilités des acteurs impliqués.

4.2.3.3. Le cadre de mesure des rendements du PDC

Il doit fournir l'ensemble des variables de mesures que sont les indicateurs. Pour chacune de ces variables de mesures qui sont déclinées pour chaque niveau de la chaine de résultats, des cibles seront fixées. Celles-ci traduiront les ambitions retenues par la Commune pour contribuer significativement à l'amélioration des conditions d'existence des populations. Ces ambitions se veulent alignées à la position stratégique qu'occupe le Commune dans le développement départemental.

4.2.3.4. La méthode de gestion de l'information

Elle repose sur un ensemble d'outils dont des fiches de collectes d'informations, un Système d'Information Géographique (SIG) et un rapport de performance.

Les fiches de collecte d'informations seront gérées aux différents niveaux de production de statistiques (services techniques, projets de développement, autres acteurs sociaux).

Le SIG sera situé au sein de l'instance en charge de la mise en œuvre du PDC. Il permettra de paramétrer l'ensemble des données statistiques et créer toutes les relations dans la hiérarchie et la synergie des variables de mesure des progrès contenues dans le cadre de mesure des rendements. Ce qui favorise une information systématique des indicateurs et *in fine* l'analyse de leur évolution au regard des réalisations et des objectifs poursuivis.

4.2.3.5. Le Rapport de performance de la mise en œuvre du PDC

Il est produit annuellement et permet de récapituler et d'analyser les progrès. Il s'appuie sur le cadre de mesure des rendements et du support de suivi automatisé.

4.2.3.6. Les instruments sectoriels de mise en œuvre

Les acteurs sectoriels, disposent d'instruments spécifiques ou intégrés de mise en œuvre d'actions de développement. Ainsi, tous les projets sectoriels venant en appui au processus de développement de la Commune quel qu'en soit l'entrée devront s'articuler au processus communal en indiquant de façon très claire leur contribution attendue dans l'atteinte des objectifs de développement communaux.

4.2.4. Le Financement du PDC

4.2.4.1. Évaluation des coûts

Les coûts relevant de la mise en œuvre du PDC sont évalués de manière générale dans le PDC, mais c'est à travers l'instrument de programmation opérationnelle qu'est le PAI (Plan Annuel d'Investissement), que les actions seront annuellement mieux budgétisées.

4.2.4.2. Les Sources de financement

Les sources de financement du PDC sont multiples et multiformes, on peut cependant distinguer :

- Le financement par les collectivités locales (Communes, Conseil Départemental) à travers des ressources propres tirées de leur budget ;
- Le financement par l'État du Sénégal grâce aux budgets des Ministères sectoriels (Éducation, Santé, Hydraulique, Énergie, etc.), les Agences publiques et les Projets / Programmes nationaux;
- Le financement par des Partenaires Techniques et Financiers, bilatéraux ou multilatéraux ;
- Le Financement au travers de la coopération décentralisée ;
- Le financement au travers de la diaspora de la Commune résidant notamment dans l'union Européenne, en Amérique du Nord dans la CEDEAO et l'UEMOA ;
- À travers différentes taxes prévues par des lois à travers différents codes comme :

  - *Le code de l'environnement*

Les dispositions de la loi N° 2001-01 du 15 Janvier 2001 portant code de l'environnement et de son décret d'application N° 2001-282 du 12 Avril 2001 constituent le cadre législatif et réglementaire fondamental régissant les activités ayant des incidences environnementales. La loi et son décret d'application traitent des procédures d'Étude d'Impact Environnemental (EIE).

  - Le code forestier

La loi N° 98/03 du 08 janvier 1998 (partie législative) dispose, en son article L. 44, que « Toute exploitation minière, toute fouille altérant le sol et les formations forestières sont interdites dans les forêts classées, sauf autorisation du Ministre chargé des Eaux et Forêts. En dehors des forêts classées, elles doivent être autorisées par le Président du Conseil Départemental après avis du Conseil Municipal concerné. Le code précise que l'autorisation n'est accordée qu'au vu d'un dossier comprenant, entre autres, une étude d'impact sur le milieu effectuée par, le service des Eaux et Forêts, ou par toute autre personne physique ou morale agréée par ce dernier, aux frais du demandeur.

5. Annexes

Liste participants atelier de lancement

Liste participants atelier de diagnostic participatif

Liste participants atelier de restitution du rapport Diagnostic

Liste participants atelier de restitution rapport finale

.

ANNEXE 1

CONSEIL MUNICIPAL DE KATABA 1

Code:
Région: Ziguinchor
Département: Bignona
Arrodissement: Kataba 1
Collectivité Locale: Kataba 1

N° Ordre	Prénom(s) et Nom	Fonction	Commission	Sexe	Age	Village / Quartier	Profession	Nbre Mandat	Niveau d'instruction	Alphabétisation
1	Abdoulaye BADJI	Maire		M	59	Kataba1	Enseignant	3	Secondaire	Aucune
2	Michel SAGNA	1er Adj. Maire		M	38	Mahamouda 2	Enseignant	1	universitaire	Aucune
3	Manky GASSAMA	2 e Adj; Maire		M	43	Kabadio	Cultivateur	2	Secondaire	Aucune
4	Gnima BADJI	Membre	Communication et relat	F	31	Kataba 1	Ménagère	1	Elémentaire	
5	Khady MANE	Membre	Education,Alphabétisation et Promotion des Langues Nationales	F	31	Kataba 2	Ménagère	1	Elémentaire	Aucune
6	Chérif Misbadine AIDARA	Membre	Coopération décentralisée etPartariat	M	41	Daroul-khairy	Enseignant	1	universitaire	Aucune
7	Mafouz FALL	Membre	Domaine	M	33	Daroul-khairy	Enseignant	1	universitaire	Aucune
8	Dino TOURE	Membre	Coopération décentralisée etPartariat	M	30	Daroul-khairy	Commerçant	1	Secondaire	Arabe
9	Aminata BADJI	Membre	Santé et Action Sociale	F	35	Koulandiang	Ménagère	1	Aucune	Aucune
10	Oumy SONKO	Membre	Santé et Action Sociale	F	37	Darsalam-chérif	Ménagère	1	Aucune	Aucune
11	Sénébou DANFA	Membre	Cultes et affaires religieuses	F	47	Darsalam-chérif	Ménagère	1	Aucune	Aucune
12	Amy DIATTA	Membre	Finance	F	46	Djilacoumoune	Ménagère	1	Aucune	Aucune
13	Oumar SONKO	Membre	Etude, Conception de pr	M	38	Samboulandiang	Enseignant	2	universitaire	Aucune
14	Satou BODIAN	Membre	Eau et Assainissement	F	49	Woniack	Ménagère	1	Elémentaire	Aucune
15	Fakéba DIATTA	Membre	Finance	M	44	Tambacounda	Commerçant	2	Secondaire	Aucune
16	Amadou DIALLO	Membre	Cadre de vie et mobilité	M	51	Séléty	Chauffeur	1	Aucune	Poular
17	Fatou SALL	Membre	Culture	F	50	Séléty	Ménagère	1	Elémentaire	Aucune
18	Diong Patita MENDY	Membre	Etude, Conception de pr	M	32	Séléty	Cultivateur	2	Secondaire	Aucune
19	Aissatou DIEME	Membre	Formation Technique et	F	44	Séléty	Ménagère	1	Aucune	Diola, Wolof
20	Adama SONKO	Membre	Elevage et Développem	F	43	Madina-Birassou	Ménagère	1	Elémentaire	Aucune
21	Saly DIEME	Membre	Education,Alphabétisation et Promotion des Langues Nationales	F	33	Koubanack	Monitrice	1	Elémentaire	Diola
22	Oulimatou COLY	Membre	Etude, Conception de pr	F	46	Bandjikaky	Ménagère	1	Aucune	Aucune
23	Malaïny DIEDHIOU	Membre	Culture	M	25	Bandjikaky	Etudiant	1	universitaire	Aucune
24	Maïmouna DIEDHIOU	Membre	Culture, Genre et équité	F	51	Bandjikaky	Ménagère	1		Aucune
25	Mariama COLY	Membre	Formation Technique et	F	43	Bandjikaky	Ménagère	1	Aucune	Diola
26	Bintou DIEME	Membre	Finance	F	51	Kabadio	Ménagère	1	Aucune	Aucune
27	Mouskéba SAGNA	Membre	Genre et équité	F	65	Kouncoudiang	Ménagère	2	Aucune	Aucune
N° Ordre	Prénom(s) et Nom	Fonction	Commission	Sexe	Age	Village / Quartier	Profession	Nbre Mandat	Niveau d'instruction	Alphabétisation
28	Tidiane DIAGNE	Membre	Elevage et Développem	M	42	Kabadio	Enseignant	2	universitaire	Aucune
29	Cheikh SANE	Membre	Education,Alphabétisation et Promotion des Langues Nationales	M	36	Kabadio	Enseignant	2	universitaire	Aucune
30	Aly DIEDHIOU	Membre	Jeunesse, Sport et Loisir	M	32	Niafrang	Enseignant	1	Secondaire	Aucune
31	Ousmane DIEDHIOU	Membre	Santé et Action Sociale	M	36	Katack	Cultivateur	1	Secondaire	Aucune
32	Adama Essomby SADIO	Membre	Eau et Assainissement	F	42	Katack	Ménagère	1	Elémentaire	Aucune
33	Moustapha DIEDHIOU	Membre	Etude, Conception de pr	M	38	Touba	Enseignant	1	Secondaire	Diola
34	Saly SAGNA	Membre	Santé et Action Sociale	F	43	Mahamouda 2	Ménagère	1	Secondaire	Aucune
35	Didas SAMBOU	Membre	Communication et relat	M	43	Dombondir	Cultivateur	1	Secondaire	Aucune
36	Bourama DIATTA	Membre	Elevage et Développem	M		Dombondir	Horticulteur	2		Aucune
37	Sana BADJI	Membre	Eau et Assainissement	M	49	Dombondir	Cultivateur	2	Secondaire	Aucune
38	Sidy DIABANG	Membre	Environnement et Ressc	M	38	Koudioubé	Commerçant	2	Elémentaire	Aucune
39	Aminata DIEME	Membre	Cultes et affaires religieuses	F	58	Macouda	Ménagère	1	Aucune	Diola
40	Abdoulaye SANE	Membre	Environnement et Ressc	M	33	Madina-Daffé	Commerçant	1	Secondaire	Aucune
41	Tida DABO	Membre	Genre et équité	F	35	Madina-Daffé	Ménagère	1	Aucune	Aucune
42	Mariama BA	Membre	Environnement et Ressc	F	38	Koulobory	Ménagère	1	Aucune	Diola
43	Abdoulaye BADJI	Membre	Santé et Action Sociale	M	39	Madina-Daffé	Cultivateur	1	Secondaire	Aucune
44	Lamine DITTA	Membre	Jeunesse, Sport et Loisir	M	37	Koudioubé	Enseignant	1	universitaire	Aucune
45	Anna Kadjétou AIDARA	Membre	Genre et équité	F	40	Darsalam-chérif	Ménagère	2	Elémentaire	Aucune
46	Yaya SAMBOu	Membre	Domaine	M	34	Kabadio	Commerçant	1	Elémentaire	Aucune